

*L a p a u v r e t é  
c h a n g e - t - e l l e  
n o s p r a t i q u e s ?*

**PROPOS  
D'INTERVENANTES  
ET  
D'ENSEIGNANTES**

**par Lise Fortin - Danielle Fournier - Monique Provost**

**R e l a i s - F e m m e s  
Conseil canadien de développement social**

Imprimé par  
La Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ)

Novembre 1992

## Remerciements

Cette recherche est le résultat du travail d'un collectif formé de Monique Provost du Conseil canadien de développement social, Lise Fortin, étudiante en maîtrise de l'École de service social, Marie Letellier permanente à Relais Femmes, Louise Picard et Danielle Fournier, membres du conseil d'administration de Relais-Femmes. Nous remercions plus particulièrement Marie Letellier et Louise Picard pour leur contribution dans l'élaboration de la grille d'entrevue et l'animation des entrevues collectives.

Nous voulons souligner la collaboration des groupes autonomes de femmes, des CLSC et de la CECM à la réalisation de cette recherche.

Nous tenons à remercier de façon particulière l'ensemble des intervenantes et enseignantes qui ont accepté de participer à la recherche et de partager avec nous leurs points de vue. Sans elles, cette recherche n'aurait pas été possible. **Un gros merci à:**

Johanne Jolie, Impulsion Travail  
Linda Lee Ross, Regroupement des Maisons d'hébergement  
Marjolaine Boudreault, CLSC Ahuntsic  
Nicole Kennedey, Centre d'éducation et d'action des femmes  
Rose Thibeault, CLSC Ahuntsic  
Nicole Comeau, CLSC Montréal-Nord  
Pauline Bélanger, École Barthelemy-Vimont  
Louise Bélanger, École Barthelemy-Vimont  
Martine Michel, Centre des femmes du Plateau Mont-Royal  
Nicole Neptou, Centre des femmes de Rosemont  
Christine St-Martin, Carrefour des femmes de Rosemont  
Claire Bosman, Ano-Sep  
Lise B. Jacquot, Nouveau Départ  
Nicole Paquette, Nouveau Départ  
Mariella Di Paola, Secours aux femmes  
Raymonde Bergeron, SORIF  
Monique Pion, Trève pour elles Inc.  
Suzie Bordeleau, Trève pour elles (CAPAS)  
Isabelle Drolet, Multi-femmes Inc.  
Johanne Bouchard, Centre d'éducation et d'action des femmes

**Ginette Carrier, Centre de formation pour femmes**  
**Lise Auger Pagé, Centre de formation pour femmes**  
**Lyne Dessureault, Centre des femmes de Verdun**  
**Silda Galiano, CLSC La Petite Patrie**  
**Nathalie Lévesque, CLSC Villeray**  
**Josette Limousin, CLSC Villeray**  
**Lisette Lemay, CLSC St-Michel**  
**Louise Tremblay, CLSC Hochelaga-Maisonneuve**  
**Diane Laroche, CLSC Centre-Sud**  
**Francine April, CLSC Centre-Sud**  
**Sylvie Lavigne, CLSC Centre-Sud**  
**Francine Séguin, CLSC St-Henri**  
**Belinda Hall, CLSC St-Henri**  
**Réal Veilleux, Clinique communautaire de Pointe St-Charles**  
**Alice Hanley, Clinique communautaire de Pointe St-Charles**  
**Line Crompt, Clinique communautaire de Pointe St-Charles**  
**Julie Ladouceur, École Ste-Gemma-Galgani**  
**Claude Pellerin, École Chomedey-de-Maisonneuve**  
**Gaétane Leblanc, École Baril**  
**Nicole G. Lessard, École St-Nom-de-Jésus**  
**Hélène Lévesque, École St-Jean-de-Brébeuf**  
**Huguette Goulet, École St-Gabriel Lalemant**  
**Micheline Vermette, École Notre-Dame-de-l'Assomption**  
**Danielle Pagé, École Ste-Jeanne d'Arc**  
**Estelle S. Deschênes, École St-Grégoire-le-Grand**  
**Normand Lafrenière, École St-Clément**  
**Carole Morin Matte, Région Est**  
**Monique Robert-Légaré, Région Est**  
**Danielle Bouchard, Région Est**  
**Mance Brisebois, École St-Jean-de-la-Croix**  
**Michèle Bouthillier, École Jules-Verne**  
**Denise Lajoie-Reid, École Notre-Dame-de-la-Défense**  
**Françoise Bérubé, École Ste-Céline et École St-Jean-de-la-Croix**  
**Sonya Ouellet-Dionne, École St-Noël Chabanel**  
**Hélène Bouchard, École Barthelemy-Vimont**  
**Francine Ladouceur, Région-Nord CPOR**  
**Micheline Marcoux, Région-Nord CPOR**

Enfin, un merci à Catherine Anne Bisson et Danielle Coutlée du secrétariat de l'École de service social pour le soutien technique, à Jean-Pierre Filion pour le graphisme de la page couverture ainsi qu'à la CEQ pour l'impression du rapport.

## Table des matières

Introduction.....	1
La réalisation de l'enquête.....	2
Les résultats de l'enquête.....	4
1. La pauvreté au quotidien vue par des intervenantes et des enseignantes .....	5
1.1 Leurs définitions de la pauvreté.....	5
1.2 Des femmes plus nombreuses et plus pauvres.....	7
1.3 Difficulté de pourvoir aux biens essentiels.....	9
1.4 La pauvreté c'est aussi le stress, l'anxiété, la maladie.....	12
1.5 La pauvreté, un mode de vie précaire.....	14
2. Le Plan Pagé et l'aide sociale au jour le jour.....	21
2.1 Le Plan Pagé.....	21
2.2 L'aide sociale.....	24
3. Impact de la pauvreté dans les organismes et sur les intervenantes .....	32
3.1 Impact dans les organismes.....	32
3.1.1 De nouvelles demandes... ..	32
3.1.2 L'insuffisance voire l'absence de certains services.....	34
3.1.3 Des ajustements et des modifications aux services offerts.....	36
3.1.4 Les tensions entre les demandes et le mandat des organismes.....	39
3.1.5 Des organismes et des écoles pauvres dans un milieu pauvre.....	42

3.2 Impact sur les intervenantes.....	43
3.2.1 Organisation du travail... ..	44
3.2.2 Développement de pratiques silencieuses.....	46
3.2.3 Charge émotionnelle et sentiment d'impuissance... ..	47
4. Les solutions	
Quelles solutions? .....	51
4.1 Solutions immédiates et ponctuelles... ..	51
4.2 Peut-on en finir avec la pauvreté?.. ..	53
Conclusion.....	55
Bibliographie.....	58
Annexe 1 .....	60

## Introduction

Cette enquête est le fruit d'une collaboration entre Relais-femmes et le bureau du Québec du Conseil canadien de développement social.

Cette enquête est née des interrogations et inquiétudes de plusieurs intervenantes de groupes autonomes de femmes face à la pauvreté grandissante à Montréal et à ses impacts quant à l'intervention et au mandat même des organismes concernés.

Plus spécifiquement, le comité chargé de mener à bien cette démarche s'est donné comme objectif de documenter:

- *le phénomène de l'appauvrissement des femmes* au delà des faits statistiques; en illustrant par des faits concrets ce phénomène de l'appauvrissement des femmes, par une mise en commun des réalités rencontrées dans la pratique quotidienne;
- *les conséquences, les changements dans les pratiques* d'organismes et d'institutions qui n'ont pas pour mission première de s'attaquer au phénomène de la pauvreté, mais qui sont pourtant quotidiennement confrontés aux conséquences de cette pauvreté;
- *les solutions* déjà mises en oeuvre et les pistes de solutions à mettre de l'avant et à promouvoir.

Cette enquête concerne Montréal. Nous avons voulu plus spécifiquement nous attarder à la situation de trois (3) secteurs<sup>1</sup> soit:

- St-Michel, Villeray et Petite-Patrie
- Hochelaga-Maisonneuve et Centre-Sud
- St-Henri, Petite-Bourgogne et Pointe-Saint-Charles

Afin de comparer la réalité vécue par les intervenantes de groupes autonomes de femmes, il a été décidé de rejoindre également des

---

<sup>1</sup>A partir de l'étude de Mayer-Renaud et Renaud (1989), nous avons identifié les quartiers les plus défavorisés de Montréal que nous avons regroupés en trois secteurs.

intervenantes de CLSC ainsi que des enseignantes<sup>2</sup>. Ainsi ont été rejointes dans le cadre de cette enquête:

- 23 enseignantes ressources d'écoles Opération Renouveau et professionnelles de la CECM;
- 12 intervenantes d'équipes enfance/famille et services sociaux courants de CLSC;
- 3 intervenantes de la Clinique communautaire de Pointe-St-Charles;
- 18 intervenantes de groupes autonomes de femmes tels: centres de femmes, centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle, maisons d'hébergement, groupes d'insertion en emploi.

### *La réalisation de l'enquête...*

Pour chacun des trois (3) secteurs montréalais identifiés plus haut, nous avons organisé des rencontres collectives avec des intervenantes de groupes autonomes de femmes, des intervenantes de CLSC et des enseignantes. Nous avons ainsi réalisé huit (8) rencontres entre novembre 1991 et février 1992.

Au départ, nous voulions tenir compte de la variable quartier dans l'enquête afin de comparer les différences et les ressemblances entre ceux-ci quant à l'objet de notre enquête. C'est pourquoi nous avons organisé les rencontres selon le découpage des secteurs choisis. Pour chacun des secteurs retenus, nous avons organisé une rencontre avec des intervenantes de groupes autonomes de femmes et une rencontre avec des intervenantes de CLSC.

On retrouve deux (2) ou trois (3) CLSC dans chacun des secteurs choisis. De même, plusieurs groupes autonomes de femmes ont été recensés, même si, en ce qui concerne ces derniers, nos délimitations territoriales ne correspondent pas toujours avec le territoire desservi

---

<sup>2</sup>Bien que quelques intervenants ou enseignants aient participé à l'enquête, nous avons convenu dans le présent rapport d'utiliser le générique féminin sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.



par l'organisme. En effet, si certains organismes -tels des Centres de femmes- ont un ancrage dans un quartier, plusieurs -tels un centre pour victimes d'agressions sexuelles ou encore un groupe d'insertion au marché du travail- s'adressent aux femmes de Montréal et non à des femmes d'un quartier en particulier.

Enfin, dans le cas des écoles, nous n'avons pu réaliser trois (3) rencontres en fonction du découpage préalablement identifié. Deux (2) rencontres ont été faites avec des enseignantes ressources et des professionnelles de la région Nord et de la région Est de la CECM. Soulignons que les régions de la CECM ne correspondent pas tout à fait à notre découpage qui lui s'appuyait sur les territoires de CLSC.

Compte tenu des difficultés rencontrées quant à l'harmonisation territoriale, nous avons décidé au moment de l'analyse de ne pas tenir compte de cette variable. Les faits rapportés ici concernent des pratiques d'intervenantes et d'enseignantes dans des quartiers pauvres de Montréal. Il n'a pas été possible cependant de spécifier des différences significatives dans ces pratiques selon les différents quartiers.

Les huit (8) rencontres ont toutes été conduites selon le même scénario. Chaque rencontre réunissait soit des intervenantes de groupes de femmes, soit des intervenantes de CLSC ou encore des enseignantes. Nous n'avons pas voulu "mixer" les types d'intervention afin d'approfondir les différents thèmes retenus même si des échanges entre intervenantes de groupes de femmes, de CLSC et d'enseignantes auraient été fort intéressants pour ces dernières. Chaque rencontre a été conduite par deux animatrices.

Nous avons utilisé une grille d'entretien qui a d'abord été soumise à un pré-test<sup>3</sup>. La grille d'entretien<sup>4</sup> se compose de trois (3) parties reprenant les trois (3) objectifs poursuivis par l'enquête. Les thèmes retenus dans la grille ont fait l'objet de questions de la part des animatrices et ont

---

<sup>3</sup>Une rencontre a été tenue avec des intervenantes de groupes de femmes, de CLSC ainsi que des enseignantes afin de tester notre grille d'entretien.

<sup>4</sup>Voir annexe 1

servi de guide pour animer la discussion. Les rencontres ont duré en moyenne deux heures trente (2h30). Avant le début des discussions, chaque participante nous a fourni sa définition écrite de la pauvreté. Ces définitions nous ont permis, au moment de l'analyse, de mettre en contexte l'ensemble des propos recueillis.

### *Les résultats de l'enquête...*

Le rapport de cette enquête se divise en quatre (4) parties.

La première partie s'intéresse à la pauvreté des femmes telle que la voient les intervenantes et les enseignantes. Plus spécifiquement, après l'examen des définitions des participantes, nous voyons que celles-ci constatent un appauvrissement des femmes, qui ont des difficultés à répondre à leurs besoins essentiels, connaissent le stress, l'anxiété et la maladie; des femmes qui vivent un mode de vie précaire.

La deuxième partie présente les constatations des intervenantes et enseignantes quant à l'application du Plan Pagé et de l'aide sociale.

La troisième partie s'attache à l'impact de la pauvreté tant dans les organismes que sur les intervenantes. L'examen de l'impact de la pauvreté dans les organismes permet plus précisément: de connaître les nouvelles demandes auxquelles ceux-ci doivent faire face, l'insuffisance voire l'absence de certains services, les ajustements et les modifications aux services offerts, les tensions entre les demandes et le mandat des organismes. L'examen de l'impact de la pauvreté pour les intervenantes permet quant à lui de s'attarder à l'organisation du travail, au développement de pratiques silencieuses ainsi qu'à la charge émotionnelle qu'entraîne ce travail d'intervention.

Enfin, la quatrième partie rapporte les solutions mises de l'avant par les intervenantes et enseignantes dans le cadre de cette enquête.

## **1. La pauvreté au quotidien vue par des intervenantes et des enseignantes**

### ***1.1 Leurs définitions de la pauvreté...***

Dans leur définition écrite, toutes les intervenantes et enseignantes rencontrées associent la pauvreté à l'insuffisance de revenu. Selon elles, le manque de ressources financières limite la capacité des femmes de pourvoir à leurs besoins essentiels.

La pauvreté c'est le manque de ressources financières qui empêche de fournir des besoins fondamentaux tels: la nourriture, les vêtements, un logement adéquat et une qualité d'environnement. (intervenante d'un groupe de femmes)

La pauvreté c'est ne pas avoir suffisamment de moyens financiers pour répondre à tous les besoins matériels d'une personne ou d'une famille et où la pression de ce manque devient une préoccupation constante. (intervenante de CLSC)

La pauvreté, c'est cet état de privation de biens primaires essentiels au bon fonctionnement d'un individu dans la société. En ce qui concerne l'enfant c'est le manque de nourriture, de vêtements adéquats, d'effets scolaires, etc. (enseignante)

Certaines enseignantes et des intervenantes de groupes autonomes de femmes ajoutent, dans leur définition, une dimension psycho-sociale. La pauvreté, selon ces dernières, entraîne perte d'estime de soi, repli sur soi et isolement.

Manque d'argent, manque d'autonomie, très grand isolement, de moins en moins de possibilités de s'impliquer et de s'intéresser à autre chose qu'à sa survie. (intervenante d'un groupe de femmes)

La pauvreté engendre souvent un repli sur soi donc par conséquent une méconnaissance du milieu qui les entoure, une méconnaissance des gens et des organismes qui pourraient leur venir en aide. (enseignante)

Plusieurs enseignantes constatent que la pauvreté est liée à une faible scolarisation et à des difficultés d'accéder à la culture et à l'éducation de la majorité. Cet aspect est aussi mentionné par des intervenantes de groupes de femmes.

La pauvreté serait une situation économique et sociale qui se traduit par un manque chronique d'argent ce qui amène une pauvreté à d'autres niveaux comme l'accès à la culture, à l'éducation et à une meilleure vie sociale. (enseignante)

La pauvreté c'est le manque de disponibilité mentale pour développer sa personnalité car les femmes sont trop préoccupées de se nourrir, se loger et se vêtir. C'est aussi ne pas arriver à suivre la moyenne de la société du côté des connaissances acquises. (intervenante d'un groupe de femmes)

Certaines intervenantes définissent la pauvreté de façon globale en affirmant que celle-ci affecte la qualité de la vie en général.

La pauvreté c'est le manque de moyens matériels, physiques et psychologiques pour répondre à des besoins de base et qui diminue le droit à la qualité de vie. (intervenante d'un groupe de femmes)

La pauvreté c'est un manque à tous les niveaux, donc vivre dans un cercle vicieux où la beauté de la vie te vient du courage dont tu fais preuve. Manque d'argent, manque de nourriture, d'énergie, d'éducation et de loisirs: être pauvre c'est survivre. (intervenante de CLSC)

Enfin, quelques intervenantes et des enseignantes définissent la pauvreté en termes de marginalisation, d'exclusion et de non participation à la vie collective. Être pauvre, c'est être sans pouvoir et exclu de la société de consommation.

La pauvreté, c'est un état, une situation, un contexte chronique où l'individu ne peut pas ou peut difficilement se permettre d'avoir les moyens (conditions de base) pour vivre adéquatement, ou encore pour faire face aux difficultés sans se sentir diminué, rejeté ou isolé. (intervenante de CLSC)

La pauvreté c'est un manque au niveau matériel (ne pas être en mesure de subvenir à ses besoins les plus légitimes), c'est un

manque au niveau intellectuel (ne pas suivre la moyenne de la société au niveau des connaissances), c'est un manque au niveau spirituel et c'est un manque au niveau social. (intervenante d'un groupe de femmes)

La pauvreté se manifeste par une faiblesse dans les revenus qui entraîne la détérioration de la santé, de la capacité d'apprendre, de la qualité de vie, de l'estime de soi. La pauvreté fait parfois que les gens se sentent marginalisés. (enseignante)

Ces définitions des intervenantes et enseignantes montrent bien la complexité du phénomène de la pauvreté, qui ne peut être réduit à l'insuffisance des ressources financières. Dans le même sens que plusieurs des intervenantes et enseignantes rencontrées, nous définissons la pauvreté comme: "la situation de personnes ou de groupes de personnes marquée par l'insuffisance de ressources disponibles, la précarité du statut social et l'exclusion d'un mode de vie (matériel et culturel) dominant."(Mossé, 1985: 37)

Cette définition, qui rejoint celles des intervenantes et des enseignantes, nous permet de mieux comprendre les situations concrètes des femmes et des enfants vivant en situation de pauvreté telles que décrites par les participantes à notre enquête.

### *1.2 Des femmes plus nombreuses et plus pauvres...*

Les femmes sont un groupe très vulnérable à la pauvreté. Les intervenantes et enseignantes le constatent et soulignent que cette situation s'aggrave. Leurs observations sont le reflet des tendances observées quant à l'incidence de la pauvreté au Québec. Les femmes, en particulier les femmes cheffes de famille ainsi que les familles les plus jeunes s'appauvrissent depuis une décennie<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> Ainsi, selon le Conseil national du bien-être social (1990: 11), "les jeunes femmes âgées de 16 à 24 ans sont les plus touchées par la pauvreté et leur revenu moyen n'atteint que 52% du seuil de pauvreté, c'est-à-dire un revenu de 5 700\$ par année". Les familles monoparentales (dirigées par des femmes à 85%) connaissent un taux de pauvreté très élevé et plus ces familles sont jeunes, plus elles sont pauvres. "Le bas âge des enfants, la situation précaire des femmes sur le marché de l'emploi et la

Notre clientèle est de plus en plus jeune et de plus en plus pauvre. Les jeunes, les femmes sont plus pauvres, c'est-à-dire plus près de l'itinérance. (intervenante d'un groupe de femmes)

Les femmes cheffes de famille monoparentale sont pauvres à 95% en partant. Elles sont sous-scolarisées, puis elles n'ont pas été sur le marché du travail et avant, il y a eu la rupture du couple et l'éclatement de la famille. (intervenante d'un groupes de femmes)

Les enseignantes remarquent que des quartiers de Montréal se transforment, et que plusieurs milieux s'appauvrissent: davantage d'enfants dans les écoles proviennent de communautés culturelles et de milieux défavorisés. Les enseignantes attribuent ce fait à la récession mais aussi aux changements démographiques. À Montréal, en effet, la pauvreté touche des quartiers qui subissent des transformations économiques telles des fermetures d'usine mais aussi des quartiers où s'installent de nouveaux arrivants qui connaissent des situations de vie précaires.

Ce que je constate, c'est un tissu social qui change constamment dans nos quartiers. De plus en plus de communautés culturelles et de plus en plus de gens qui étaient de classe moyenne et qui maintenant ont de la difficulté à répondre à des besoins vitaux. (enseignante)

Il y a certains quartiers qui ont été envahis par une communauté ou par plusieurs alors tout le quartier a changé; ça peut être aussi des manufactures qui ont fermé alors tout le quartier a été modifié. (enseignante)

La majorité des intervenantes de groupes de femmes et de CLSC constatent un accroissement des demandes provenant des communautés culturelles et des bas salariés qui s'ajoutent à celles des femmes assistées sociales et des mères monoparentales de plus en plus jeunes.

Des femmes beaucoup plus jeunes, des femmes qui n'ont pas trente ans. Des ex-toxicomanes, des ex-itinérantes, des femmes avec des

problèmes plus lourds qu'avant, c'est-à-dire depuis trois (3) à cinq (5) ans. (intervenante d'un groupe de femmes)

Nous avons beaucoup plus de femmes qui sont sur le Bien-être social, c'est-à-dire au moins 60% de notre clientèle. (intervenante d'un groupe de femmes)

Nous avons de plus en plus de femmes immigrantes dans le quartier, ce n'est pas juste des québécoises, ça prend les couleurs de la population qui y vit. (intervenante de CLSC)

Ce que je vois c'est des québécois qui appellent au CLSC pour avoir du lait ou des couches. C'est aussi des femmes adultes, seules, avec des enfants qui appellent carrément pour de la bouffe ou pour un logement et c'est de plus en plus des femmes jeunes, en chômage. (intervenante de CLSC)

Cet appauvrissement constaté par les intervenantes entraîne un alourdissement de la clientèle et l'augmentation des problématiques multiples.

Depuis cinq ans, nous avons plus de cas lourds. Plus de médicaments et plusieurs problématiques. (intervenante d'un groupe de femmes)

Il y a plus de demandes (pour de la nourriture, des biens de base, etc). Avant ces demandes étaient tabou, c'était par le biais de d'autres organismes, mais maintenant c'est direct et plus fréquent. Ça fait partie de notre réalité quotidienne. (intervenante de CLSC)

### *1.3 Difficulté de pourvoir aux biens essentiels*

Les intervenantes et enseignantes sont à même d'observer ce que veut dire concrètement vivre dans la pauvreté. Par de nombreux exemples, elles nous décrivent des situations de détresse et de misère.

Les intervenantes font un premier constat: plusieurs femmes ne peuvent répondre à leurs besoins essentiels et se procurer des biens de base (nourriture, vêtements, etc.). Les intervenantes constatent que ces femmes ont de la difficulté à se nourrir et à nourrir leurs enfants à la fin du mois, parfois même dès la moitié du mois.

Propos d'une femme à une intervenante: J'ai hâte que mon chèque arrive parce que cela fait une semaine que je mange du gruau et que je garde le lait et le pain pour les enfants parce qu'ils vont à l'école et parce qu'ils sont en croissance. (intervenante d'un groupe de femmes)

Moi je vois souvent des familles et des mères monoparentales qui viennent au CLSC à la moitié du mois parce qu'elles n'ont plus de nourriture, qu'elles manquent de lait pour le bébé. Alors on a plus de demandes au niveau des biens primaires et c'est pas seulement des femmes mais des familles en général. (intervenante de CLSC)

Les enseignantes rencontrées notent sensiblement la même chose chez les enfants. Elles nous ont mentionné que certains enfants sont sous-alimentés, demandent à manger, emmagasinant même la nourriture distribuée par l'école.

Les fins de mois, les enfants ont des maux de coeur. Le midi, lorsqu'ils vont à la maison ils reviennent sans avoir dîner, ça arrive. (enseignante)

A la fin du mois, avant qu'arrive la collation du matin, les enfants demandent: est-ce qu'on va avoir la collation ? (enseignante)

Les enfants veulent emmagasiner au cas où ils en manqueraient. (enseignante)

Les intervenantes de groupes autonomes de femmes et les enseignantes font un constat similaire concernant les vêtements: des enfants et des femmes ont souvent des vêtements qui ne sont pas adaptés aux saisons.

Je vois des femmes mettre des sacs en plastique dans leurs bottes parce qu'elles ont acheté des bottes pour les enfants, parce que c'est plus important. (intervenante d'un groupe de femmes)

Des enfants sous-alimentés et qui n'ont pas de vêtements adaptés aux saisons. (enseignante)

On en a vu beaucoup d'enfants avec un petit manteau de printemps en plein hiver. (enseignante)

Les intervenantes de groupes autonomes de femmes, de CLSC et les enseignantes nous ont parlé de l'état des logements dans lesquels habitent



ces femmes et ces enfants. Les femmes de milieux économiquement défavorisés consacrent une part importante de leur budget au logement. Très souvent, le prix du loyer est trop élevé pour leurs moyens financiers, et ce, fréquemment pour des logements mal isolés, mal chauffés, inadéquats voire insalubres. Pour les intervenantes de CLSC, le problème du logement est crucial, tant en ce qui concerne son coût que sa qualité.

Il y a eu une augmentation des prix des logements dans notre secteur et on calcule facilement 500\$ par mois. Alors, souvent l'alimentation passe en dernier. Les gens consacrent beaucoup dans leur budget au niveau du logement. (intervenante de CLSC)

Cette pauvreté, je la vois par le biais de la naissance et elle se décrit comme suit: en ouvrant le réfrigérateur on constate qu'il est vide, que le logement est insalubre et inadéquat... (intervenante de CLSC)

Le transport est aussi un problème pour des femmes vivant dans la pauvreté. Loyer et nourriture accaparant la plus grande part sinon la totalité du budget, il en reste bien peu pour le transport ce qui empêche les femmes d'avoir des loisirs ou de participer à des activités.

Ça arrive que nous avons des appels de femmes qui ne viendront pas aux activités parce qu'elles n'ont pas de sous pour se déplacer. (intervenante d'un groupe de femmes)

On voit souvent des absences dues au fait que les femmes n'ont pas pu acheter de passe (d'autobus) parce que bien souvent elles ont pris l'argent pour autre chose. (intervenante d'un groupe de femmes)

Une enseignante nous explique les difficultés que représente pour certaines femmes l'accès aux loisirs.

Il y a une madame qui un moment donné était sur le B.S. et qui racontait qu'une de ses voisines lui donnait un avant-midi pour prendre des loisirs. Elle a commencé à nous dire qu'est-ce que ça lui prenait: bon, son billet d'autobus aller-retour, l'entrée au théâtre, elle a été obligée de refuser ce service-là parce qu'elle n'avait pas les moyens de sortir. Elle disait: "si je pars et je vais magasiner, la seule chose que je fais c'est que je me promène et je regarde les choses parce que je n'ai pas d'argent pour rien acheter et puis je reviens

enrager donc je n'y vais plus. Ça finit que je reste toujours chez moi et je deviens marabout, je chicane les enfants pour un rien."  
(enseignante)

Dans le même sens, les intervenantes de groupes autonomes de femmes constatent que les femmes sont parfois incapables de payer pour les activités offertes par l'organisme.

On a été obligé d'augmenter le prix de notre cours et puis on n'a eu personne. Les femmes n'ont pas d'argent. Même si tu leur négocies des paiements, tu leur dis: tu vas faire ça en 3 ou 4 paiements, elles ne peuvent pas. (intervenante d'un groupe de femmes)

Nous ce que l'on voit et que l'on ne voyait pas avant c'est des femmes qui ne sont pas capables de payer des frais d'inscription de 50 \$ pour une session. (intervenante d'un groupe de femmes)

Enfin, des intervenantes de groupes de femmes ainsi que des enseignantes soulignent que certaines femmes développent de l'anxiété au sujet des fêtes, Noël par exemple, faute de ressources financières, et que certains enfants vivent difficilement ces périodes qui pour bien d'autres sont l'occasion de réjouissances.

Une femme nous disait qu'elle n'aimait pas la période de Noël et elle le faisait vivre à son enfant: "Mon petit garçon, il est pareil comme moi, il n'aime pas Noël et il ne décore pas. L'atmosphère de Noël ça va jusque là parce qu'elle n'a pas d'argent pour lui acheter des cadeaux". (intervenante d'un groupe de femmes)

Les congés de Noël pour certains enfants, c'est pas la fête qui approche, c'est triste et nostalgique. (enseignante)

#### ***1.4 La pauvreté c'est aussi le stress, l'anxiété, la maladie...***

Les intervenantes et les enseignantes font un lien entre pauvreté et état de santé. Pour elles, la pauvreté entraîne des problèmes de stress, d'anxiété et de maladies physiques.

Les femmes en situation de pauvreté doivent composer quotidiennement avec le stress et l'angoisse liés aux conditions matérielles inadéquates et insuffisantes.<sup>6</sup>

On voit une dégradation au niveau de la qualité de vie et on se rend compte que les gens sont de plus en plus malades et stressés.  
(intervenante de CLSC)

Les maladies physiques mais surtout le stress, l'angoisse et la dépression semblent être de plus en plus représentés parmi les problématiques touchées par les CLSC et les groupe de femmes.

Je vois la dépression reliée directement à la pauvreté. Les femmes sont dépassées, on le voit par leur façon de participer, quand tu n'as rien dans le corps depuis deux ou trois jours. (intervenante d'un groupe de femmes)

Les intervenantes de groupes autonomes de femmes et de CLSC rencontrent de nombreuses femmes qui suite à une dépression sont fortement médicamenteuses. De même, elles notent un accroissement de la consommation de drogues et d'alcool chez les femmes vivant en situation de pauvreté.

Il y a des femmes qui sont en dépresssion. Quand je vois le mot pauvreté, je vois beaucoup de problèmes. C'est l'insomnie, c'est de la drogue, de l'alcoolisme. (intervenante d'un groupe de femmes)  
On se rend compte que dans le quartier, il y a un problème de drogue. (intervenante de CLSC)

Les enseignantes, elles, constatent un taux d'absence élevé chez les enfants de milieux défavorisés. Ceux-ci sont aussi sujets à la fatigue et à divers maux physiques.

Les enfants ont toujours quelque chose. Ils ont mal au coeur, mal à la tête. Ils s'absentent souvent, ils sont malades. (enseignante)  
Ils s'endorment en classe et on en retrouve qui vont dormir parce qu'ils sont fatigués. (enseignante)

---

<sup>6</sup>"A l'âge adulte, il existe un lien marqué entre revenu et maladie pour l'ensemble des maladies aiguës ou chroniques et cela semble vrai aussi pour l'anxiété et la dépression ."(Santé société, 1989: 32).

Par ailleurs, les intervenantes font un autre constat: la violence physique et psychologique envers les femmes serait plus représentée ou plus visible chez les femmes de milieux économiquement défavorisés.<sup>7</sup> Elles soulignent qu'un certain nombre de femmes endure des situations de violence familiale faute de moyens financiers pour se séparer et assumer par la suite l'autonomie financière de la famille.

C'est des femmes qui restent avec un mari qui ne leur convienne pas. Elles vivent des situations de violence qu'elles endurent parce qu'elles n'ont pas de moyens financiers pour se séparer, surtout quand il y a des enfants. (intervenante d'un groupe de femmes)

### *1.5 La pauvreté, un mode de vie précaire...*

La pauvreté décrite comme l'absence de ressources monétaires entraîne des implications dans l'ensemble du mode de vie. Quelques enseignantes et intervenantes font référence à la culture de pauvreté<sup>8</sup> pour expliquer la façon de vivre cette pauvreté.

Même dans la classe, je causais tout bonnement avec les enfants et puis en deuxième année je leur demandais qu'est-ce que tu vas faire quand tu vas être grand? un enfant me dit tout bonnement oui j'ai hâte d'être grand, d'avoir 18 ans, parce que je vais avoir mon chèque de B.S. C'est pas des farces en deuxième année, il a hâte d'avoir de l'argent à lui qui va venir du B.S. à 18 ans. Qui tu connais qui est heureux d'avoir ça? Bien son grand frère c'est bien simple. Ils veulent être comme le grand frère qui lui a son chèque de B.S. parce que son grand frère a de l'argent depuis un certain temps. Je trouve que c'est un manque d'idéal, manque de modèle, ils n'ont pas de modèle, d'exemple, en tout cas pas d'autre exemple. Ils en ont mais

---

<sup>7</sup> Même si le lien entre la violence et la pauvreté reste à établir de façon formelle, les intervenantes observent de nombreuses situations où un tel lien peut être fait.

<sup>8</sup> "Le concept de culture de pauvreté fut élaboré vers les années 60. L'hypothèse des théoriciens adhérant à ce concept est qu'il existe chez les pauvres une sous-culture autonome qui s'auto-protège et se transmet. Selon Lewis (1971, dans Drolet, 1990; 82), principal théoricien de ce concept: ... *la culture de pauvreté est un mode de vie remarquablement stable et persistant, transmis d'une génération à l'autre.*" Tiré du rapport de stage de maîtrise de Lise Fortin (1992: 4).

ils ont cet exemple-là et pour moi c'est un gros signe de pauvreté.  
(enseignante)

Moi ce que je vois, ils s'endettent. Comme les parents ont toujours été sur le B.S. et comme ils n'ont jamais rien eu. Quand elles sortent de la maison à 15 ans, elles s'aperçoivent qu'elles ne sont pas majeures alors elles ne peuvent avoir de B.S. Elles se font faire des petits: aussitôt que je suis enceinte, je vais avoir mon B.S.  
(intervenante de CLSC)

Par contre, la majorité des enseignantes et des intervenantes nous décrivent un mode de vie basé sur la précarité et l'exclusion. Celui-ci amène les femmes à choisir des stratégies particulières pour leur survie et celles de leurs enfants.

Selon les intervenantes, la stratégie retenue par la majorité des femmes en est une d'assurer la survie quotidienne en consacrant leurs énergies et leur temps à essayer de combler les besoins de base des enfants.

Je pense qu'avant ces gens-là étaient capables d'avoir avec leur chèque un peu pour le loyer, pour la nourriture et des fois un peu pour les loisirs. Actuellement, les gens n'arrivent pas à organiser ça comme avant, ça déborde de partout. Ils n'ont plus de loisirs, c'est la première chose qu'ils coupent. Ils n'ont plus la nourriture, c'est plus en abondance. (intervenante de CLSC)

Je pense que la pauvreté il faut voir ça comme un espèce d'enchaînement, c'est pas juste une journée ou une heure. Les gens qui sont pris là-dedans, ils ne savent pas comment s'en sortir et je pense qu'ils développent des stratégies, des moyens d'essayer d'éviter cette situation-là. Les mères sont découragées, déprimées, elles ne savent plus comment s'en sortir. (intervenante de CLSC)

Ces enseignantes nous soulignent que cette stratégie a des répercussions néfastes sur les enfants.

Il y a tout l'aspect du mécanisme de survie. On fait face à des familles en mécanisme de survie, c'est-à-dire aux niveaux des besoins vitaux. C'est évident que les enfants ont des carences affectives pas toujours parce qu'ils n'en reçoivent pas mais le

problème vient plutôt du contexte dans lequel ils le reçoivent. Les parents sont au prise avec des mécanismes de survie donc ils vivent aussi des situations très conflictuelles, donc il n'y a pas de calme, il y a espèce de manque d'espace, de manque d'air, de manque de nourriture et il y a manque un peu partout. (enseignante)

Tous les efforts sont centrés sur l'immédiat, sur la quotidienneté. On vit au jour le jour, il n'y a pas de place pour le futur.

Ces gens-là ne planifient pas l'épicerie pour deux semaines ou bien ils vont faire comme une fois une mère m'a dit, j'ai eu mon chèque et j'en ai acheté de la cochonnerie dans le fond ce qu'elle voulait dire c'est qu'une fois dans ma vie j'ai pu leur acheter des trucs et ça se comprenait et la planification à long terme c'est déficient. Ils vont penser à souper et à 3h45 ils vont envoyer le petit bonhomme au dépanneur, ils vont acheter ce qu'il faut pour le repas parce qu'ils ne savent pas si demain ils vont avoir de l'argent et ça ça coûte plus cher. (enseignante)

On ne peut pas voir à long terme, c'est un peu comme quand on a des choses difficiles dans la vie ben on dit je vais penser à demain et je ne veux pas penser à plus tard. C'est un jour à la fois. (enseignante)

Par contre, certaines femmes choisissent une stratégie de fuite par l'absorption de médicaments, d'alcool ou de drogues.

Je vois aussi beaucoup plus de violence, d'écoeurement et des parents qui vont prendre de la drogue, de la cocaïne pour s'évader d'une situation qui est tellement pénible. (intervenante de CLSC)

Les femmes sont médicamentées et elles sont de plus en plus poquées. Quand elles ont des problèmes de dépression, de santé mentale, c'est de plus en plus poquées, de plus en plus médicamentées, elles sont carrément gelées. (intervenante d'un groupe de femmes)

Nous ce que l'on note c'est beaucoup de toxicomane, la cocaïne. Surtout auprès des femmes souvent durant la grossesse. (intervenante de CLSC)

D'autres optent pour des stratégies qui peuvent mettre en danger leur intégrité.

Il y a beaucoup de filles qui vont danser à l'extérieur de la ville. Elles font garder le bébé et vont danser dans des clubs. Les filles en ont pas assez de leur B.S et elles trouvent autres choses. Ça se voyait pas ça il y a 5 ans. Dans le fond, tu sens qu'elle n'a pas le choix, il faut qu'elle aille danser. (intervenante de CLSC)

Souvent derrière ça, il y a la prostitution, etc. On remarque que nos cas sont souvent plus lourds que c'était... (intervenante de CLSC)

Ce mode de vie précaire influence les pensées et les comportements. Ainsi la majorité vivent des sentiments de honte, de perte d'estime de soi, d'humiliation.

Moi, au niveau de la pauvreté, je trouve que c'est une baisse de l'estime de soi et que ça amène des conséquences sur l'accès au marché du travail, ce n'est plus accessible parce que tu as tellement pas confiance en toi, tu n'es tellement pas bonne, t'es pauvre. (intervenante d'un groupe de femmes)

Ce qui arrive surtout dans les milieux où c'est hétérogène c'est que souvent les parents sont gênés, les gens que l'on voit le plus c'est des gens qui sont de milieu moyen, les gens qui sont plus pauvres, on les voit moins, donc c'est facile de passer à côté. (enseignante)

On ne les voit pas dans les réunions de parents parce qu'ils n'ont pas de linge à se mettre sur le dos, ben la mère elle ne dira pas ça, quand on va l'appeler comme quoi elle va dire j'étais occupée mais elle ne dira pas ben c'est parce que je n'avais pas de robe. (enseignante)

De toute façon, quand ils nous demandent ça, il faut le faire, ça prend toute pour demander de la bouffe et du lait. Ça prend beaucoup de courage. (intervenante de CLSC)

Plusieurs intervenantes et enseignantes remarquent que le stress vécu par les femmes cause des tensions au niveau des relations mère-enfants et a des conséquences sur la qualité de vie de ceux-ci.

La femme est tellement déprimée ce qui fait qu'au niveau de la famille les relations mère-enfants ne sont pas toujours agréables. (intervenante de CLSC)

Je trouve que c'est toute la qualité de vie des enfants qui devient pauvre, ils sont pauvres monétairement, sont pauvres au niveau des sentiments, ils n'ont pas toute la relation qu'ils pourraient avoir avec un père et une mère, ils sont pas là les parents. (enseignante)

Cette pauvreté tant au plan économique qu'affectif engendre la solitude et l'isolement.

Rien de pire que la pauvreté pour t'isoler. Tu n'as pas de loisirs parce que tu n'as pas de moyens financiers pour sortir. Tu es confinée à rester à la maison. (intervenante d'un groupe de femmes)  
Quand tu es pauvre, on attend de toi qu'à tous les jours tu sois courageuse. (intervenante de CLSC)

Moi je dirais que chez les jeunes, la pauvreté est encore plus dure pour l'isolement. Souvent on a vu ça avec des groupes de femmes plus âgées, ces femmes-là avaient souvent leur petite vie organisée. Au niveau social, elles ont quand même des choses, elles ne sont pas complètement isolées. Elles ont comme un réseau social plus organisé. Les jeunes, n'ont pas de réseau social, n'ont pas encore toutes leurs petites habitudes et par le fait même sont plus isolées. On remarquait que pour les groupes de femmes plus jeunes, on va plus essayer de les mettre en relation avec les autres. (intervenante d'un groupe de femmes)

Cependant, plusieurs intervenantes soulignent que l'entraide mutuelle, la solidarité de base peuvent contrer le cercle vicieux engendré par l'exclusion et la précarité.

Il y a quand même certaines familles au niveau de la pauvreté qui s'organisent assez bien quand on disait au niveau de l'entraide dans le quartier, c'est assez bien articulé, ça fait que si une mère est seule, elle peut toujours habiller un enfant avec un chandail à 25 sous, et il y a la soupe populaire au même endroit donc elle peut se débrouiller et ça ne peut presque pas paraître. (enseignante)

Il y a peut-être plus de solidarité dans les quartiers populaires. (intervenante d'un groupe de femmes)

Il y a aussi des valeurs qui sont très différentes dans ces quartiers-là, où les gens se ressemblent souvent sur l'essentiel. Mais il y a



l'aspect de la gratuité et de l'entraide, de la famille et du support qui se vit aussi et qui sont des valeurs saines. (enseignante)

Par ailleurs, les enseignantes nous soulignent que la pauvreté pour les enfants, c'est aussi subir une forme de violence qu'elles qualifient de violence subie. Ceux-ci sont constamment soumis aux incitations de la consommation mais ils en sont exclus.

Quand les enfants regardent la télévision et à tout moment tu as des annonces de nourriture, as-tu pensé comment un enfant qui ne mange pas, comment il peut se sentir face à ça. Je trouve qu'ils sont confrontés tout le temps. (enseignante)

Juste les vitrines de magasin où ils ont tout à la portée de la main mais ils ne peuvent pas le prendre. (enseignante)

Cette situation engendre une grande frustration chez les enfants.

C'est la même violence qu'ailleurs mais la manifestation est différente, on y va à coups de poing alors il y a beaucoup de frustration et à un moment donné il faut que ça sorte. (enseignante)

Un autre constat qui se dégage des propos est toute la question des étiquettes et préjugés véhiculés à l'endroit des pauvres dans notre société. Ceux-ci ne font que renforcer la honte et l'humiliation d'être différent dans notre société riche et réduisent la pauvreté à une responsabilité individuelle plutôt que collective.

Moi, un point que je trouve dur, c'est de faire face à la mentalité sociale face à la pauvreté, les préjugés. Des mentalités qui disent que ceux qui sont sur l'aide sociale, ils sont bien, ils ne travaillent pas, ils ont une sécurité, des médicaments, etc. (intervenante d'un groupe de femmes)

Quand tu es pauvre, tu es vu comme un criminel, tu n'as pas de reconnaissance sociale. (intervenante de CLSC)

Ils ne veulent pas l'afficher leur pauvreté surtout de la manière dont c'est perçu au Québec. Souvent les gens blâment les personnes qui sont dans la pauvreté et le système fait que tu es pratiquement blâmé d'être pauvre et tu n'as pas les moyens financiers de t'en sortir. (enseignante)

Elles soulignent qu'elles-mêmes comme intervenantes, malgré leur sensibilité au phénomène de pauvreté, sont porteuses de préjugés.

Quand je suis arrivée dans les écoles Opération Renouveau, je faisais lever la main et j'avais des élèves qui avaient des télévisions couleurs dans leur chambre, moi ça me jettait à terre, ça me choquait .  
(enseignante)

Faire attention et s'adapter à chaque personne et s'adapter au contexte culturel, avec les valeurs des gens et ce n'est pas tout le monde qui va manger de la viande et des fruits, pis d'avoir des repas équilibrés, mais du moment où ça ne crée pas des problèmes de santé...  
(enseignante)

À notre école, on a découvert qu'il y avait un enfant qui volait du papier de toilette alors on lui a demandé pourquoi il volait ben c'est parce qu'il en n'a pas chez lui. Mais ils ont demandé ben pourquoi l'an passé, il en volait pas de papier de toilette ben il a dit c'est parce que l'an passé mon père avait un ordinateur, ben c'est quoi le rapport avec l'ordinateur ben il dit les feuilles qui n'étaient plus bonnes il les coupait et on s'essuyait avec ça. Alors on contait ça et il y a des gens qui disaient ben plutôt de dire ben c'est pas drôle, ils disaient ben comment ça que le père avait un ordinateur. C'est tout de suite l'accusation. D'avoir un ordinateur et de ne pas avoir de papier de toilette. (enseignante)

## 2. Le Plan Pagé et l'aide sociale au jour le jour...

Les intervenantes rencontrées constatent les effets concrets de l'application des politiques sociales, en particulier de l'aide sociale et des mesures élaborées par le ministère de l'éducation (Plan Pagé) à l'automne 1991.

L'aide sociale est au coeur des propos des intervenantes des organismes autonomes de femmes. Les intervenantes de CLSC nous ont aussi fait part de certains effets concrets reliés à cette législation, en particulier en ce qui concerne l'accès restreint aux garderies. Les enseignantes nous ont peu parlé de la loi d'aide sociale. Par ailleurs, elles ont abondamment documenté le quotidien de l'application des mesures du Plan Pagé. Les intervenantes de groupes de femmes et de CLSC nous ont aussi fait part de leur évaluation des conséquences de ces mesures pour les femmes cheffes de famille assistées sociales.

### 2.1 *Le Plan Pagé...*

Pour la rentrée de septembre 1991, le ministre de l'éducation a annoncé un plan visant à combattre la pauvreté des enfants au Québec et comportant les éléments suivants: des mesures alimentaires (distribution de collations et de repas), des maternelles quatre (4) ans plein temps ainsi que l'organisation d'ateliers de supervision des devoirs après l'école.

Les enseignantes ont bien sûr été au coeur de l'application des différentes composantes de ce plan d'action gouvernemental. Première constatation: la précipitation et l'absence de planification quant à l'application des différentes mesures.

On ne nous a pas donné le temps de nous organiser. En 15 jours, il fallait que ça soit effectif. Du jour au lendemain, la Madame du service de nutrition qui est parachutée et qui doit faire une table spéciale à la cafétéria pour donner à manger aux enfants. Les jeunes ne veulent pas y aller: au secondaire, personne ne veut y aller à la table des B.S.! Il y a eu toutes sortes de choses comme ça dans

l'organisation, c'est bien évident parce que c'est des mesures que l'on aurait pas dû généraliser comme ça ou parachuter comme ça. Ça devrait être donné à la base et permettre aux gens de se prendre en main. (enseignante)

Cette dernière critique est reprise par plusieurs enseignantes qui croient que de telles mesures devraient davantage s'appuyer sur les forces du milieu, tant les parents que les organismes communautaires, qui pourraient ainsi établir des liens plus étroits et une collaboration plus grande avec le milieu scolaire.

Le danger de ces mesures, c'est justement de généraliser. Du jour au lendemain, on parachute des millions. Il y a des ressources et des forces dans ces milieux-là. Il y a déjà beaucoup d'organismes. Si on leur donnait les moyens, si on avait donné ces argents-là plus dans les organismes du quartier pour faire des réseaux d'entraide, pour faire des liens avec l'école. Là c'est comme si tu parachutes du jour au lendemain une mesure pour tout le monde, c'est pas évident. (enseignante)

Les mesures alimentaires sont une composante centrale du plan Pagé. Les enseignantes constatent, nous l'avons vu plus tôt, que des enfants souffrent de la faim, n'ont pas déjeuné ou encore n'ont pas de lunch le midi. De ce fait, elles peuvent difficilement être en désaccord avec la distribution de collation et de repas aux enfants.

On sait que c'est nécessaire. Tu es dans la classe et là le petit panier vient tout juste d'apparaître dans la porte, là tous les yeux sont centrés sur le petit panier. Tu as beau faire n'importe quoi en avant, les enfants ne t'écoutent pas. Ils attendent la nourriture. (enseignante)

Elles en soulignent cependant les conséquences au niveau de l'organisation scolaire:

Prendre la collation, ça prend combien de temps, les céréales, le lait, etc. Il faut aller chercher les lunchs en bas, les monter, nettoyer les bureaux après...(enseignante)

Au niveau de la première année, on prévoit une heure pour ça. Une heure pendant laquelle tu n'enseignes pas. Essaie pas d'enseigner pendant ce temps là parce que les enfants mangent. (enseignante)

Ce type de mesure soulève aussi le problème de déterminer qui sont les enfants qui y ont droit.

Il va toujours en avoir des gens qui vont profiter du système mais il ne faut pas l'enlever parce que ceux qui en ont besoin seraient pénalisés. D'un autre côté, tu ne peux pas mettre des petites étoiles jaunes à ceux qui sont pauvres: toi, tu as droit à une collation et toi tu n'as pas droit. Les critères de sélection étaient laissés aux directions d'école et celles-ci n'ont pas le droit d'aller voir le salaire des gens pis de rien vérifier. Alors, c'est par oui-dire. Si la personne ne s'est pas affichée comme étant pauvre, elle n'en a pas de dîner. Si elle est reconnue, elle en a. (enseignante)

Le plan du ministre de l'Éducation comporte également l'instauration de maternelles plein temps pour les enfants de 4 ans des milieux défavorisés. La majorité des enseignantes y sont favorables.

Il y a le plein temps à la maternelle et ça je trouve ça très positif. Il me semble que ça les prépare à la première année. (enseignante)

Ils sont heureux les miens. Ils sont heureux de venir à temps plein. Pis l'après-midi, je fais des activités beaucoup plus relaxantes, je fais des jeux, une petite sieste. Ils sont heureux parce que c'est un milieu qu'ils aiment. (enseignante)

Une enseignante s'interroge cependant sur les conséquences de cette scolarisation précoce:

Chez nous, à la garderie, on les prend à 24 mois. Ils sont déjà scolarisés. Quand vont-ils être enfants, ces enfants-là? Je regarde mes petits de 4 ans: ils sont déjà en ligne et en silence! (enseignante)

D'autres enseignantes s'interrogent enfin sur les études dirigées après la classe. Elles en reconnaissent certains bienfaits, en particulier, celui de permettre aux enfants de faire leurs devoirs dans un lieu propice aux études. Elles notent cependant certains effets pervers: parents moins

informés de ce qui se passe à l'école, ras le bol des enfants face à l'école.

Des études assistées ça peut avoir un effet négatif dans le sens que les enfants n'apportent même plus leurs sacs d'école à la maison. Nous, on fait une relance pour dire écouter, ils ont quand même des communiqués à apporter, etc., on tient à ce qu'ils apportent leurs sacs à la maison. (enseignante)

Quand un enfant a eu une journée d'ouvrage et que tu l'as maintenu là, que tu lui donnes 15 minutes de récréation et qu'après tu lui dis: "tu restes encore une demi-heure..." Je ne sais pas...(enseignante)

Enfin, selon certaines intervenantes et enseignantes, des mesures telles les mesures alimentaires du plan Pagé envoient aux femmes un message d'incompétence et de déresponsabilisation.

On coupe les femmes sur le b.s. et on redistribue l'argent aux organismes pour qu'ils nourrissent les enfants. C'est encore dire aux femmes: "vous êtes inadéquates, vous ne savez pas élever vos enfants". Ce sont ces femmes-là qui sont obligées de suivre des cours. (...) Elles sont complètement fatiguées parce qu'il leur faut s'occuper des enfants, courir à la garderie, faire leur cours en même temps, et elles se font dire après, vous ne savez pas nourrir vos enfants, ils ne mangent pas assez. (intervenante d'un groupe de femmes)

On dégage les parents. C'est comme si on faisait un constat que dans notre société, les adultes ne sont pas capables de faire ça avec leurs enfants et je me dis que ce n'est pas vrai. Il faut leur donner confiance à ces personnes-là parce qu'ils ont perdu confiance en eux. (enseignante)

## *2.2 L'aide sociale...*

Il n'y a pas une femme qui dit: "je suis bien sur le B.S. et j'aime ça. C'est malheureusement l'image qu'on leur donne et elles finissent par y adhérer parce que c'est la seule image qu'on leur donne, parce que c'est la survie de tous les jours. (intervenante d'un groupe de femmes)

L'aide sociale, doit-on le rappeler, fait en sorte que les femmes reçoivent des montants de prestations qui les placent loin du seuil de pauvreté, ce qui entraîne des difficultés de subvenir aux besoins de base.

De grandes misères existaient il y a quelques années! (...) Mais c'était en moins grand nombre et les femmes avaient plus de support. Actuellement, elles sont de plus en plus isolées pour finir les fins de mois. (...) Il y a aussi l'inflation sur la nourriture, le logement, les taxes. Or, la réforme a diminué le revenu alors les fins de mois sont plus difficiles. Il y a plus de misère: ça coûte plus cher, le revenu diminue, les ressources sont moins grandes. (intervenante d'un groupe de femmes)

La nouvelle loi d'aide sociale<sup>9</sup> introduit différents niveaux de prestations selon la participation à des mesures d'employabilité.

Avant, on savait combien on donnait à chaque famille. Avant, les barèmes, on les connaissait. Aujourd'hui, on ne les connaît pas. On est comme démuné face à l'allocation qui est donnée et des fois on constate que ce n'est pas équitable par rapport aux frais de logement, chauffage et toutes les dépenses de base, les gens n'arrivent pas. (intervenante de CLSC)

La situation des familles nombreuses n'est pas améliorée par cette législation.

Si une femme a deux (2) ou cinq (5) enfants, c'est la même somme. Si la femme qui a deux (2) enfants a déjà de la misère à les nourrir, une femme avec cinq (5) enfants, est-ce que ça va être la même chose? (intervenante d'un groupe de femmes)

Elle rend aussi impossible le partage du logement sans coupure de prestation.

Il y a aussi des femmes qui aimeraient partager un logement ensemble mais...(intervenante d'un groupe de femmes)

---

<sup>9</sup>Cette nouvelle législation est entrée en vigueur en 1989.

La loi d'aide sociale entraîne suspicion à l'égard des femmes assistées sociales.

Avec la réforme, toute la chasse qui a été faite auprès des femmes sur l'aide sociale, la fraude, le vol sur l'aide sociale! C'est le bon gouvernement qui prend les sous, les enleve aux méchants que sont les prestataires et décide de réinvestir les mêmes sommes d'argent pour nourrir les enfants dans les écoles. C'est louable de réfléchir à cette situation mais les moyens qui sont utilisés sont questionnables.  
(intervenante d'un groupe de femmes)

La nouvelle loi d'aide sociale entraîne également coercition et pression pour les femmes assistées sociales. Une intervenante nous explique les mécanismes qui incitent fortement des femmes à s'inscrire dans une mesure de développement de l'employabilité:

Dans notre organisme (insertion en emploi), ce que l'on remarque avec la clientèle, depuis la réforme de l'aide sociale, c'est l'obligation, la pression tellement forte, alors qu'auparavant c'était beaucoup plus sur une base volontaire. La femme se disait: "là, je suis peut-être dû pour commencer à faire quelque chose." Aujourd'hui, en plus, les agents d'aide sociale présente tout le temps l'aide sociale comme étant: "tu vas là car si tu n'y vas pas, on te coupe de 100\$". (...) La fille qui vient nous voir, c'est bien évident que très souvent, elle n'est pas nécessairement prête à faire la démarche mais elle se dit: "100\$ de moins, qu'est-ce que je vais faire, mes petits!" C'est toujours les enfants, bien sûr! Et donc, on se rend compte que l'on a plusieurs femmes qui viennent chez nous, pas par intérêt, pas parce qu'elles sont prêtes à faire le cheminement de retour aux études ou au travail mais parce qu'au bout du compte, il y a une pénalité. Elles se sentent donc obligées de venir pour ne pas pénaliser indirectement les enfants. Cela fait une dynamique assez différente dans nos groupes maintenant. La fille est là mais elle se dit: "je serai bien mieux à la maison, le petit est malade, etc."  
(intervenante d'un groupe de femmes)

De plus, la coercition et l'obligation de la participation entraîne, de l'avis de certaines intervenantes de groupes de femmes, des difficultés



supplémentaires pour des femmes qui vivent des situations personnelles de crise. Ces femmes ne peuvent pas prendre le temps de surmonter la crise, de se prendre en main avant d'affronter les défis de l'insertion professionnelle.

Pour les femmes assistées sociales, il y a quelques années, il y avait davantage d'accès à différents services. Avec la réforme, cela a changé! Auparavant, une fille pouvait faire, par exemple, une maison d'hébergement, le service pour se reprendre en mains et après arriver dans un organisme d'insertion en emploi où là, elle avait plus confiance en elle, elle s'était reconstruite en partie, et là pousser encore plus loin la réflexion. Elle y allait parce qu'elle avait le goût, pas parce qu'elle était obligée. Elle n'était pas pénalisée. Maintenant, il faut qu'elle fasse tout de suite quelque chose, vite, vite...parce qu'elle pense toujours aux 100\$ de moins sur son chèque. Donc, les femmes ne vont pas dans certains organismes parce qu'elles seraient pénalisées. Elles ont peur, sans compter avoir toujours l'agent dans le cul qui vient vérifier si, par hasard, il n'y aurait pas une paire de bobettes en dessous du lit! Les filles sont pognées avec ça aussi. (intervenante d'un groupe de femmes)

De même, une intervenante d'un centre de femmes nous a longuement expliqué les contraintes que représentent pour les femmes la participation à leurs activités. Une telle participation n'est pas reconnue comme une mesure de développement de l'employabilité. De ce fait, les femmes ne reçoivent pas d'allocation de participation.

Chez nous, il y a des femmes qui voulaient participer à des activités, activités dont elles auraient eu besoin mais elles ne peuvent pas. On fait de nous la première ligne: un peu comme un enfant qui fait ces premiers pas, il s'agit d'une femme qui est isolée, qui se réapproprie ce qu'elle est. C'est dans des organismes comme le nôtre que cela se fait. Tout le cheminement qu'elles pourraient faire pour acquérir une confiance en elles, pour pouvoir passer à autre chose, pour essayer de s'en sortir, tout le travail des premières étapes est très difficile pour ces femmes. On se rend compte que les femmes, à cause de la situation, sont de plus en plus isolées, de plus en plus difficiles à

rejoindre. Sans parler de tous les critères auxquels elles doivent répondre...(intervenante d'un groupe de femmes)

Les intervenantes insistent également sur les difficultés pour les femmes assistées sociales d'obtenir des services de garderies. Des directives récentes de l'Office des services de garde font en sorte que les femmes assistées sociales n'ont droit aux services de garderies que si elles sont inscrites comme participantes à une mesure d'employabilité. Dans le cas où une mère assistée sociale non participante souhaite obtenir des services de garde, le CLSC doit faire une évaluation de l'enfant. Ces services ne seront offerts que si l'enfant manifeste des problèmes particuliers (manque de stimulation, retards de développement, etc.). Il est donc presque impossible maintenant pour une mère de faire garder son enfant quelques heures ou quelques jours par semaine afin de "souffler un peu", d'obtenir du répit, de s'inscrire dans un groupe ou à une activité non reconnue par l'aide sociale comme une mesure d'employabilité.

Par rapport aux enfants, il y a toute la question des garderies. Les femmes à la maison ne peuvent bénéficier de la garderie. Elles n'ont pas droit à la subvention pour les garderies et ça c'est un problème. Les femmes qui ont besoin de répit et qui n'ont pas d'argent pour se payer des loisirs et qui ne peuvent pas bénéficier d'une subvention pour mettre les enfants en garderie, elles sont toujours avec leurs enfants. (intervenante d'un groupe de femmes)

Les femmes peuvent avoir droit à la subvention pour garderie si elles sont référées par le CLSC. Si on dit: " oui, cet enfant-là peut aller en garderie, il y a un problème de stimulation." Mais, on exige des dossiers de plus en plus lourds à monter. Par exemple, il faut que ce soit des enfants handicapés physiquement ou intellectuellement pour leur permettre d'être acceptés en garderie. (intervenante de CLSC)

Certaines intervenantes croient que l'aide sociale devient de plus en plus un frein à l'autonomie des femmes alors qu'il y a quelques années, cela pouvait représenter un tremplin, une porte de sortie vers l'autonomie financière et professionnelle.

On s'aperçoit qu'au début quand on intervenait avec les femmes qui subissaient de la violence, qui étaient en crise, les démarches que l'on faisait, c'était de référer à l'aide sociale, à une maison d'hébergement: "tu pourras avoir de l'aide et quand tu iras mieux, quand tu vas être replacée, quand tu auras retrouvée un logement, bien là tu penseras à réintégrer le marché du travail". Cela ne laissait pas beaucoup d'argent mais quand même la possibilité de se replacer face à tout cela. Avec la loi 37, une femme veut retourner aux études mais en est incapable là à cause de tous les bouleversements qu'elle vit. L'aide sociale lui pousse dans le dos pour accélérer son retour aux études alors qu'elle a besoin de temps pour se replacer. Quand tu as une vie de chambardée, ce n'est pas vrai que c'est du jour au lendemain que tu peux régler les problèmes. Les femmes qui appellent maintenant et qui ont des problèmes de violence, c'est encore plus difficile d'identifier les ressources. On va leur dire bien sûr les maisons d'hébergement, mais des ressources monétaires...où ces femmes-là peuvent-elles prendre un break? Juste émotivement, essayer de replacer des affaires, souvent c'est un réapprentissage de se retrouver dans le monde alors qu'avant, elles étaient à la maison, de recommencer tout à zéro! (intervenante d'un groupe de femmes)

Politique d'aide sociale égale de plus en plus politique d'incitation au travail sans que cela s'accompagne, de l'avis de plusieurs intervenantes rencontrées, d'une formation qualifiante qui permet un accès à des emplois de qualité, bien protégés et bien rémunérés.

C'est le problème des formations qui sont souvent imposées. Les femmes le font, elles en arrachent et elles se retrouvent avec des métiers pas payants et pas suffisamment qualifiés parce que c'est pas avec une formation de six (6) mois que tu reçois une qualification, c'est pas vrai. Et ça, c'est quand elles n'ont pas l'impression d'avoir servi juste de bouche-trou dans certaines entreprises ou dans certains organismes. Si elles reçoivent une vraie formation, elles sont encore chanceuses parce qu'elles ont de bons espoirs de pouvoir faire quelque chose mais c'est pas systématique qu'à la fin, elles trouvent quelque chose qui... Effectivement, quand elles doivent payer la gardienne parce qu'elles n'ont plus les tarifs qu'elles avaient ou les

droits qu'elles avaient, payer l'autobus, etc., elles ont moins que sur le B.S. (intervenante d'un groupe de femmes)

De plus, les intervenantes dénoncent l'absence de continuité entre les programmes d'employabilité ou d'insertion en emploi qui empêche de combiner différentes mesures ou services.

Moi, je travaille au niveau des cuisines collectives et il y a des femmes qui ne viennent plus aux cuisines parce qu'elles sont obligées d'aller à l'école. Elles sont obligées d'aller à l'école pour avoir le supplément mais d'un autre côté, elles n'ont pas de nourriture parce qu'elles ne peuvent pas se présenter aux cuisines collectives. (intervenante de CLSC)

On se rend compte que les femmes qui viennent travailler pour un PDE<sup>10</sup> aurait besoin d'en faire deux (2) ou trois (3). Avant c'était possible, maintenant, c'est rendu très strict. On a ben de la difficulté: quand il y en a une qui passe pour une deuxième fois, c'est parce qu'elle a su vendre son affaire ben comme y faut parce qu'autrement, ça ne passe pas. Ça devient des ghettos, ces fameux programmes! (intervenante d'un groupe de femmes)

Les transformations de la politique d'aide sociale surviennent à un moment où le marché du travail semble de plus en plus inaccessible pour plusieurs femmes, en particulier celles qui ont peu de scolarité et/ou qui sont restées plusieurs années sans travailler à l'extérieur du foyer.

Il y a des années où il se passait des choses par rapport au retour au travail. Mais là, actuellement, avec la loi 37, il faut voir ce qui est offert. Il y a un cercle vicieux. La porte de sortie...le tunnel est très très long...et il s'allonge. Et c'est comme si on avait de moins en moins d'emprise. On va peut-être se rattraper mais actuellement, on a de moins en moins d'emprise sur l'ensemble des problèmes que peuvent vivre les femmes avec qui on travaille. Il y a celles qui vivaient de l'aide sociale et qui sont toujours là-dessus. Il y a aussi

---

<sup>10</sup>Programme de développement de l'emploi. Il s'agit d'un emploi subventionné pour les prestataires de l'assurance-chômage.

celles qui étaient sur le marché du travail, qui ont perdu leur emploi et se retrouvent sur l'aide sociale.(intervenante d'un groupe de femmes)

Dans notre société, pour échapper à la pauvreté, une famille doit, de plus en plus, compter sur les revenus des deux conjoints. En ce sens, il est clair qu'une femme cheffe de famille doit s'assurer un emploi rémunérateur si elle veut s'éloigner du seuil de pauvreté. On sait pourtant que les emplois offerts sur le marché du travail ne correspondent pas toujours à ce critère.

Des fois pour des femmes, c'est plus avantageux de rester à la maison, mais elles perçoivent cela comme un échec. Elles disent: "j'ai fait toutes les étapes, j'suis allée sur le marché du travail, j'ai été embauchée puis j'ai gratté sinon plus encore que quand j'étais chez nous pis que je faisais mon budget." Souvent dans des emplois c'est pas assez pour qu'elles se prennent en main pis qu'elles donnent un autre boum pour aller un peu plus loin. Il n'y a comme plus d'espoir, ça c'est démoralisant pour elles. (intervenante d'un groupe de femmes)

### **3. Impact de la pauvreté dans les organismes et sur les intervenantes**

Nous rendons compte ici d'un objectif central de notre enquête: mieux comprendre l'impact de la pauvreté dans des organismes qui n'ont pas pour mission première d'attaquer ce problème mais qui sont confrontés à cette réalité ainsi que pour des intervenantes et des enseignantes qui travaillent quotidiennement auprès de femmes et d'enfants pauvres.

#### ***3.1 Impact dans les organismes***

Les intervenantes et les enseignantes nous ont décrit les impacts de la pauvreté dans leurs organismes en nous parlant de nouvelles demandes reçues, d'insuffisance et/ou d'absence de certains services, des modifications et des ajustements réalisés dans les services offerts compte tenu de ces nouvelles demandes. Elles nous ont aussi fait part des problèmes engendrés par cette situation et en particulier des tensions que suscitent ces nouvelles demandes compte tenu du mandat et des objectifs poursuivis par l'organisme.

##### ***3.1.1 De nouvelles demandes...***

Les demandes reçues concernent le plus souvent le dépannage financier et alimentaire. Ces demandes s'inscrivent souvent dans un contexte où les femmes vivent une situation extrêmement précaire et cherchent des moyens d'obtenir nourriture et argent pour répondre à des besoins de base.

Les femmes sont en crise, elles crèvent! Donc qu'est-ce qu'on fait? Toutes nos énergies sont là, il faut les faire manger, elles ne mangent pas! Comment les faire sortir de chez elles et qu'est-ce qu'on pourrait faire pour que la situation financière soit allégée parce que si ça, ce n'est pas réglé, les femmes ne fonctionnent pas à d'autres niveaux. (intervenante d'un groupe de femmes)

Ces demandes s'adressent, faut-il le rappeler, à des organismes qui n'ont pas pour mission première de faire du dépannage alimentaire et financier. Nous y reviendrons.

D'autre part, nous avons préalablement vu que les intervenantes de groupes de femmes et de CLSC constatent un alourdissement de la clientèle. Ceci entraîne également de nouvelles demandes. Ainsi, des femmes aux prises avec des problèmes de santé mentale ou encore de toxicomanie s'adressent tant aux organismes communautaires qu'aux CLSC qui ne peuvent pas toujours leur offrir les services que nécessiteraient leur situation. Enfin, l'alourdissement entraîne rapidement des débordements:

On est surchargé! Partout à l'intérieur du CLSC, dans tous les secteurs, on est rendu qu'on est obligé de prioriser et à l'intérieur de notre priorisation, on est obligé de prioriser encore parce qu'on est plus capable de répondre à la clientèle. (intervenante de CLSC)

Enfin, il est important de bien situer l'impact de la réforme de l'aide sociale sur les organismes communautaires. Plusieurs ont décidé ou se sont vus forcés de devenir des mesures de développement de l'employabilité. Écoutons à ce sujet une intervenante d'un organisme d'insertion en emploi:

Maintenant, presque tous les groupes d'alpha sont devenus des RADE (activités de reconnaissance pré-employabilité). C'est important de savoir que maintenant, on ne parle plus du social mais d'employabilité et de pré-employabilité. Des organismes se sont sentis obligés de devenir des mesures désignées. D'autres résistent et c'est parfait. Mais comment faire pour que les femmes ne soient pas pénalisées dans tout cela. Nous on est toujours sur la corde raide. On est toujours coincé entre cela et le bien-être des femmes. Certaines femmes ne pourront pas retourner au travail, par exemple parce qu'elles sont trop peu scolarisées, parce qu'elles ont trop peu d'expériences de travail (sauf des ménages au noir), il faut faire en sorte de respecter cela même si on est une mesure désignée. (intervenante d'un groupe de femmes)

### *3.1.2 L'insuffisance voire l'absence de certains services...*

Des services de dépannage existent un peu partout à Montréal. Les intervenantes des groupes de femmes et des CLSC y font évidemment beaucoup de référence. Cependant elles soulignent que ceux-ci n'existent pas dans tous les quartiers, et que ceux qui existent sont très souvent débordés par les demandes reçues.

En tant qu'intervenante, tu vas donner cinq (5) numéros de téléphone à la dame. Elle commence à faire des appels et voir ce qu'on va lui dire. Souvent ce qui arrive, c'est que les gens sont débordés, ce sont des organismes qui ont eux aussi des coupures ou un surplus de clientèle ou encore une clientèle qui s'alourdit. Alors, cette dame, tu peux lui faire faire cinq endroits pis elle est verte à la fin et tu te demandes sérieusement si tu vas pas la faire craquer en la faisant se promener ainsi, en se faisant dire non Madame, on ne peut pas vous aider. Des femmes se promènent ainsi d'un organisme à l'autre ou encore arrivent chez nous et elles les ont tout fait ces organismes-là... (intervenante d'un groupe de femmes)

Le manque de ressources en garderie et halte-garderie est identifié par les intervenantes de groupes de femmes et de CLSC comme un autre aspect fort préoccupant. Ceci peut entraîner, de l'avis des intervenantes, l'impossibilité pour de jeunes femmes de participer à des activités offertes par les différents organismes et donc fait en sorte de maintenir ces jeunes femmes dans leur isolement.

Les enfants, c'est souvent un obstacle à participer à des activités. Il faut que tu penses à une halte-garderie sans ça, les femmes ne viendront pas, elles ont d'autres problèmes. (intervenante d'un groupe de femmes)

De plus en plus, je reçois des demandes de mères qui disent: "Avez-vous un endroit pour que je laisse mon enfant trois (3) ou quatre (4) jours par semaine?" Elles n'ont personne qu'elles connaissent, ni les moyens de payer une gardienne. (...) Un moment donné, il va falloir développer de ce côté-là. (intervenante de CLSC)



Un autre aspect fort important, identifié par plusieurs enseignantes est le manque de services professionnels, accessibles assez rapidement et à des coûts raisonnables compte tenu du revenu des femmes. Dans les écoles, il existe bien sûr différents services professionnels. Trop peu cependant, aux yeux de plusieurs enseignantes, ou encore pas toujours disponible au moment où le besoin de l'enfant se manifeste.

La psychologue que l'on a à l'école, elle vient une journée par semaine, elle est bousculée, elle aurait tellement d'enfants à voir pis elle ne peut pas. Elle éteint les feux. A un moment donné, les profs sont agressifs face aux ressources parce que ça fait des mois qu'on fait des demandes et la spécialiste qui vient à l'école, elle éteint les feux. C'est vrai qu'on a des ressources mais c'est frustrant parce que c'est toujours d'éteindre des feux. Moi je trouve qu'au niveau des ressources des fois, c'est frustrant parce que quand on a besoin du monde, ils ne sont pas là! (enseignante)

L'énergie que ça peut demander pour résoudre les problèmes! À un moment donné, on avait un enfant qui avait des problèmes, le temps qu'on réussisse à trouver un interprète, un psychologue, la mère, ça peut prendre un mois et demi et l'énergie que ça nous a pris de téléphones, de lettres, de consultations: à un moment donné, les gens ont la langue à terre, ils sont complètement épuisés. On ne veut pas leur donner de l'éducation à rabais, on ne veut pas en arriver là, on voudrait pas qu'il y ait des examens spéciaux parce que les enfants sont de milieux défavorisés, sauf qu'il faudrait avoir des services. (enseignante)

Certaines intervenantes de groupes de femmes évoquent aussi ce problème du manque de ressources professionnelles particulièrement en ce qui concerne la santé mentale et la toxicomanie.

Les femmes comprennent qu'il faut sortir du cycle de la violence, mais pour se rattraper elles ont besoin de faire des bouts de chemin personnel. Les thérapies qui sont offertes coûtent chères, celles qui sont gratuites ça ne vaut pas très cher ou encore, il y a de longues listes d'attente. Les femmes nous rappellent, elles pleurent: ça va mal, je n'ai pas d'argent. Elles ne s'en sortent pas! (intervenante d'un groupe de femmes)

### *3.1.3 Des ajustements et des modifications aux services offerts...*

Appauvrissement, alourdissement des clientèles: une réalité qui demande que l'on adapte les services offerts en fonction des besoins des femmes avec qui on travaille. De nombreuses modifications, plusieurs ajustements sont apportés aux activités et services offerts tant par les organismes de femmes, les CLSC que les écoles.

Des organismes autonomes de femmes ont suscité la mise sur pied de cuisines collectives, d'autres ont introduit dans le cadre de leurs activités des repas communautaires.

Nous, notre programmation, on adapte, on axe plus les journées d'information sur les ressources, des affaires bien simples, par exemple: comment faire son budget quand on a pas beaucoup d'argent. Là, on a mis sur pied des repas communautaires parce qu'on s'est dit: à la fin du mois, c'est au moins ça que les femmes ne payeront pas en fin de compte. C'est de petites choses. On essaie de travailler comme ça. Avec les repas communautaires, elles vont sortir de chez elles et ça c'est déjà quelque chose parce que ça va briser leur isolement, car les femmes sont toujours pognées chez elles et en plus ça va les aider financièrement. C'est minime ce qu'on fait parce qu'on a pas les moyens de faire beaucoup plus!  
(intervenante d'un groupe de femmes)

Certaines équipes de CLSC ont aussi travaillé à la mise sur pied de cuisines collectives, de comptoirs de vêtements ou encore de halte-garderie. On trouve dans quelques CLSC, des services de dépannage qui permettent entre autres la distribution de couches, de lait maternisé et autres biens de base nécessaires aux femmes et aux familles ayant de jeunes enfants. Dans d'autres CLSC, les mères peuvent obtenir de l'aide pour un bref répit de la part d'auxiliaires familiales.

À ces exemples de services qui tentent de répondre à des besoins essentiels, s'ajoutent l'introduction de changements dans les services mêmes de l'organisme.

Pour certaines intervenantes de CLSC, il est important de s'assurer, avant d'entreprendre une intervention, que la personne ait répondu à ses besoins primaires.

Il faut avoir une grille d'évaluation bien globale et complète. Il faut poser les questions directes. C'est rendu qu'à chaque entrevue, je demande le côté matériel: "arrives-tu, as-tu de la bouffe?" C'est aussi direct que ça, dès la première entrevue. (intervenante de CLSC)

Plusieurs intervenantes de CLSC insistent aussi sur la nécessité de favoriser le travail de groupe ou encore la constitution de groupes d'entraide.

De plus en plus, j'essaie de présenter des gens entre eux, même informellement. Souvent, il y a de petits groupes qui se sont créés comme ça et c'est le fun. (intervenante de CLSC)

Pour les intervenantes d'organismes communautaires, le travail de groupe est souvent partie intégrante de l'intervention. Les ajustements ici se situent davantage au niveau des thématiques abordées, du rythme proposé au groupe ou encore l'introduction ou la systématisation de l'accompagnement individuel.

Ainsi, les intervenantes de groupes de femmes insistent beaucoup sur l'information au sujet de la loi d'aide sociale, les impôts, les programmes de formation professionnelle, etc.

Avant, on avait des rencontres sur les études où on pouvait parler pour vous donner un exemple des Belles soirées de l'Université de Montréal! Là on ne parle même plus de ça! On est très, très concrète: qu'est-ce que la Commission de formation professionnelle peut faire pour vous autres, c'est quoi le maximum à aller chercher là pour vous aider le plus. (intervenante d'un groupe de femmes)

La mise à jour constante des ressources du milieu (pour le dépannage, les services spécialisés) doit, de l'avis des intervenantes, être faite systématiquement. Certains organismes en font une priorité.

Un manque d'information ça mène à l'isolement. Il faut que les femmes soient très bien informées. (intervenante d'un groupe de femmes)

Pour moi, la pauvreté c'est comme un prisme, elle prend les problèmes et les éparpille tous. Il faut connaître énormément les ressources. Avant, ça arrivait à l'occasion, tu te renseignais et tu les envoyais, par exemple, à la St-Vincent-de-Paul. Maintenant, on a besoin de se renseigner sur à peu près toutes les possibilités. (intervenante d'un groupe de femmes)

On peut passer deux (2) jours par semaine à vraiment mieux connaître les ressources parce que c'est un besoin. (intervenante d'un groupe de femmes)

De même, certaines activités seront proposées au moment le plus favorable dans le mois.

L'impact de la pauvreté sur les femmes, ça nous a demandé de changer, d'arrêter de donner la formation à la fin du mois parce que les femmes n'ont pas le moyen de payer le transport et parce qu'elles ont faim. (intervenante d'un groupe de femmes)

Au niveau des horaires, cela a modifié des choses. Une activité qui est à la fin du mois, il vaut mieux la planifier au début du mois. (intervenante d'un groupe de femmes)

Le rythme de la formation doit aussi dans certains cas être ralenti, la programmation adaptée compte tenu des références faites aux organismes par les agents d'aide sociale depuis la mise en place de la réforme.

On a modifié notre programmation. Les filles sont plus poquées, plus médicamentées, plus stressées, plus nerveuses, etc, peut-être que notre programmation est un peu trop vite, il faudrait y aller plus mollo, faire en sorte que les filles passent plus de temps en travail d'ateliers versus grand groupe, plus de temps en connaissance de soi... On a fouillé de nouveaux outils. On a des femmes qui nous arrivent analphabètes fonctionnelles, donc il faut des outils plus abordables. (intervenante d'un groupe de femmes)

Dans ce contexte où des femmes vivant de nombreux problèmes personnels sont référées aux organismes, l'accompagnement, le suivi individuel sont aussi, de l'avis d'intervenantes communautaires, plus nécessaires que jamais.

On est obligé de faire beaucoup plus d'accompagnement légal, d'écoute active au téléphone. On sécurise beaucoup plus qu'avant, les femmes ont besoin d'être sécurisées beaucoup plus qu'avant. (intervenante d'un groupe de femmes)

Les enseignantes, enfin, doivent constamment adaptée leur enseignement à la réalité vécue par les enfants.

Moi, je n'enseigne pas de la même manière maintenant qu'il y a cinq ans. Je ne pars pas de la même place. Là je vais partir d'eux autres parce qu'il y a un bagage qu'ils n'ont pas tandis que quand j'enseignais dans l'ouest de la ville, les enfants sortaient beaucoup, ils allaient au cinéma, au théâtre, etc. Là, je me rends compte que je suis obligée de combler. Il y a des fois où je fais des mises en situation parce que ça ne sert à rien de faire la lecture, ils ne comprennent rien. (enseignante)

L'enseignante doit travailler avec l'enfant qui est là et non pas avec l'enfant qu'elle devrait avoir. Ça prend aussi de la souplesse et de la tolérance. Tu n'abordes pas un enfant violemment quand tu sais qu'il est agressif lui-même. Si tu apportes la même chose qu'à la maison, il va te faire vivre la même chose qu'il vit à la maison. Ça demande une approche différente. Il faut demander la même chose qu'on demanderait à un enfant de classe moyenne et si il ne l'a pas, pas de jugement, il faut les rassurer. Il faut lui faire voir qu'il fournira sa part dans d'autres choses. (enseignante)

### *3.1.4 Les tensions entre les demandes et le mandat des organismes...*

L'appauvrissement des femmes avec lequel les organismes et écoles doivent composer n'est pas sans susciter problèmes et tensions diverses. Ces tensions et problèmes se manifestent différemment selon qu'il s'agisse d'un organisme autonome de femmes, d'un CLSC ou encore d'une école.

Pour plusieurs groupes autonomes de femmes, les nouvelles demandes suscitées par l'aggravation de la pauvreté entraînent des difficultés d'actualiser le mandat tel qu'il a été défini à l'origine, voire même remettent complètement en question le mandat de l'organisme.

Chez nous, on est pas un organisme de services, on est avant tout un organisme d'éducation et d'action. On a un volet service, on a un volet éducation et un volet action. Dans le contexte actuel, c'est très difficile de continuer à faire notre travail d'éducation et de ne pas sombrer dans le service. On a des pressions de tous côtés : il y a la pauvreté des femmes, il y a les exigences qui s'installent par rapport à cela et il y a la pauvreté de nos organismes aussi. Quand on parle du réseau communautaire, cela a une certaine importance de continuer à faire du travail d'éducation et d'action et de ne pas tomber uniquement dans la question des services. Sous services, on met l'accueil, l'intervention individuelle à court terme, la halte-garderie et un centre de documentation. Pour nous, l'objectif du service, c'est une porte d'entrée vers nos autres volets que sont les activités et l'action collective. On privilégie le travail en petit groupe et l'action collective. Après avoir fait une démarche individuelle, une démarche en petit groupe, des femmes peuvent décider de s'inscrire dans une démarche plus large et dans des actions collectives. Par exemple, l'an passé, les femmes ont décidé de faire une pétition concernant la violence et on est allé déposer la pétition à Québec. On privilégie cela au Centre. Mais pour continuer, il va falloir que l'on se batte plus pour pouvoir continuer à le faire. (intervenante d'un groupe de femmes).

Ces tensions sont aussi accentuées, pour les organismes de femmes, compte tenu de l'aggravation des problématiques vécues par les femmes. En effet, cela confronte les équipes d'intervenantes à devoir éventuellement se spécialiser dans certains types d'interventions ou à refuser certains types de clientes. La nature même du travail est bouleversée.

On veut intervenir sur la violence conjugale mais quand on se rend compte qu'il faut intervenir sur l'alcoolisme ou la toxicomanie ou la

surmédicamentation ou la santé mentale, on a pas le choix que de référer ces femmes ailleurs. On peut pas les garder. On est confronté à la question suivante : est-ce qu'on va se spécialiser dans tel ou tel domaine? On trouve qu'il faut faire attention à cela. C'est ce que le gouvernement veut, que l'on devienne multidisciplinaire. On va juste s'enfarger, donner de plus en plus de services éparpillés, on va être des mini-spécialistes dans plein d'affaires. Ça change beaucoup notre intervention : quand on a des femmes qui ont des problèmes de toxicomanie, on ne peut pas "dealer" de la même façon, de façon égalitaire. (intervenante d'un groupe de femmes)

La situation de certains groupes autonomes de femmes, à cet égard, est aussi rendue plus difficile compte tenu du "dumping" pratiqué par des institutions du secteur public ou para-public.

Une femme peut avoir vu la t.s., elle a vu le psychologue, elle a vu le médecin, tout le circuit et ils ne savent plus quoi en faire. Ben voyons, on envoie ça au centre de femmes, pis débrouille toi avec ça! (intervenante d'un groupe de femmes)

Les intervenants du milieu se disent dépassés et ne savent plus quoi faire avec leur monde. Ça remplit pas un critère, ça remplit pas un autre. Ils se renvoient la balle tout le monde, pis quand ils ne savent plus quoi faire, ils les envoient dans les organismes communautaires. (intervenante d'un groupe de femmes)

Dans les CLSC, les intervenantes rencontrées s'interrogent sur la pertinence des services offerts en regard des personnes les plus défavorisées: qu'il s'agisse d'intensifier le travail communautaire, de maintenir des liens plus étroits avec les ressources du milieu ou encore de faire en sorte que les personnes aient répondu à leurs besoins primaires avant d'entreprendre un autre type d'intervention.

Nous, on a une équipe de santé mentale. Souvent la psychologue dit: "je ne peux pas travailler avec cette personne si on ne règle pas sa situation économique. Comment veux-tu que je travaille avec elle si elle n'a pas de nourriture." (intervenante de CLSC)

Souvent le programme est construit en fonction des parents qui savent lire et écrire. Les personnes analphabètes vivent de la honte,

de la culpabilité. C'est difficile de rejoindre ces gens-là. Les moyens utilisés ne sont pas toujours bien adaptés.(intervenante de CLSC)

Pour les enseignantes, la réalisation du mandat, soit d'instruire et d'éduquer les enfants, est rendue difficile compte tenu des nombreux problèmes que vivent les enfants pauvres. Souvent, ces enfants sont aux prises avec des problèmes de faim, manquent de concentration, de stimulation et de soutien. Pourtant, dans les écoles Opération Renouveau, les programmes et les critères d'évaluation sont les mêmes que dans une école plus favorisée.

On a à composer avec une structure, on a des rôles et un mandat clair, celui d'instruire et d'éduquer des enfants. Quand on reçoit les enfants à l'école, ce n'est pas évident qu'ils sont tout à fait en mesure d'apprendre et de se concentrer. Il y a beaucoup de choses à débayer pour les mettre en contexte d'apprentissage et on fait bien des pirouettes pour aller les chercher. Pourtant les enfants sont évalués comme n'importe quel enfants et nos écoles sont évaluées comme n'importe quelle autre école de la CECM. (enseignante)

La famille reconstituée dans un milieu moyen, c'est déjà pas facile. Mais la famille reconstituée dans un milieu pauvre, c'est une autre dynamique : la pauvreté s'additionne à d'autres facteurs et cela peut compliquer les choses. (enseignante)

Dans un tel contexte, il ne faut pas compter que les apprentissages se font aussi bien, aussi vite et de façon aussi soutenue. (enseignante)

### *3.1.5 Des organismes et des écoles pauvres dans un milieu pauvre...*

Les intervenants d'organismes autonomes de femmes nous ont longuement expliqué la situation de leur organisme qui, pour elles, ne peut être dissociée de la situation vécue par les femmes avec qui elles travaillent.

J'ai de la difficulté à parler de la pauvreté des femmes sans parler de la pauvreté des groupes de femmes. Nos subventions n'ont pas bougé depuis des années, on nous donne une certaine reconnaissance mais surtout pas financière, il faut tout le temps faire plus avec le même montant ou même moins. On reste des femmes



d'abord et avant tout prises avec nos affaires! C'est bien beau de dire aux femmes de se dévictimiser, de se prendre en mains sauf que nous autres aussi on est pogné avec des femmes en crise, avec des femmes qui ont faim... (intervenante d'un groupe de femmes)

Plusieurs centres de femmes vivent de projets, alors il n'y a pas de suivi. Les travailleuses ne savent jamais si elles pourront être là l'année suivante. De nouvelles intervenantes arrivent constamment. Il est très difficile dans un tel contexte de faire du développement, de consolider le centre. Il y a beaucoup d'épuisement, pas de possibilités de ressourcement. Si les organismes étaient financés avec des subventions décentes, ce serait beaucoup moins difficile. (intervenante d'un groupe de femmes)

Les frais fixes -la salle, la photocopieuse, etc. -ça augmente. Alors, la différence, ça se passe au niveau des salaires des intervenantes. Les filles acceptent de travailler pour de moins en moins d'argent. (intervenante d'un groupe de femmes)

Dans les CLSC et les écoles, la situation n'est évidemment pas la même. L'existence de l'organisme n'est pas remise en question chaque année. Cependant, quelques intervenantes et enseignantes nous ont signalé des difficultés liées aux coupures et au manque de moyens financiers pour réaliser des projets liés à l'amélioration des services offerts. Certaines, tout comme les intervenantes de groupes de femmes, lient milieux pauvres et organismes pauvres!

Souvent, l'école en milieu défavorisé, elle est elle-même défavorisée. Ça fait longtemps que ça n'a pas été peinturé et rénové. (enseignante)

Moi, je trouve que mon école est pauvre. Dans un milieu pauvre, les gens n'ont pas de pouvoir. Si on était dans un milieu riche, ça fait longtemps qu'on l'aurait notre cour de récréation mais parce qu'on est dans un milieu pauvre, ça fait des années que les gens se battent sans l'obtenir la cour de récréation... (enseignante)

### ***3.2 Impact sur les intervenantes***

Les intervenantes et les enseignantes nous ont longuement expliqué l'impact de la pauvreté sur leur travail quotidien en nous parlant de

surcharge de travail, de développement de pratiques silencieuses, de charge émotive et de sentiment d'impuissance.

### *3.2.1 Organisation du travail...*

Intervenantes de groupes autonomes de femmes, intervenantes de CLSC et enseignantes nous disent toutes vivre une surcharge de travail, surcharge qui se manifeste cependant avec plus d'acuité pour les intervenantes de groupes autonomes de femmes. Ces organismes en effet sont moins institutionnalisés: les règles de fonctionnement y sont plus souples, les horaires de travail plus flexibles, l'adaptation aux nouvelles demandes plus rapide. Mais de ce fait, les surcharges de travail surviennent aussi plus rapidement.

Les intervenantes de groupes de femmes doivent souvent concilier démarches pour la survie de l'organisme, relations avec le réseau et intervention auprès des femmes. La très grande majorité choisissent de mettre la priorité sur l'intervention auprès des femmes.

Nous, c'est la femme qui passe en priorité, même si on doit faire des demandes de subvention c'est la femme la priorité, la subvention va attendre ou encore l'intervenante qui s'occupe de ça va faire des heures supplémentaires ou travailler les fins de semaine.  
(intervenante d'un groupe de femme)

Avant de mettre sur pied une liste d'attente, on était en train de se brûler. Et même maintenant, avec la liste d'attente, on allonge tout le temps nos heures! (intervenante d'un groupe de femmes)

Les intervenantes de groupes de femmes travaillent en plus dans un contexte de précarité qui engendre de l'insécurité.

Dans les groupes communautaires, au niveau des conditions de travail, pas de plan de pensions, d'assurances et pas de sécurité d'emploi. Les salaires ne sont pas les salaires d'ailleurs. Ça aussi ça fait que cela devient lourd. (intervenante d'un groupe de femmes)

Dans le fond est-ce que je vais pousser une femme pour qu'elle aille travailler dans un contexte de travail précaire, on l'est nous aussi dans la précarité. Quand on part en vacances au mois de juin, on ne

sait pas toujours si le contrat sera signé pour la prochaine année.  
(intervenante d'un groupe de femmes)

Par ailleurs, tout comme les intervenantes de groupes de femmes, les intervenantes de CLSC et les enseignantes doivent composer constamment avec les demandes exprimées et utiliser au mieux les ressources dont elles disposent pour y répondre.

Les cas qu'on a c'est des gros cas, c'est toujours de tout décortiquer, c'est lourd pour nous autres et tu n'es pas certaine quand tu as tout mis en place que ça va être accepté et suivi par la cliente (intervenante de CLSC)

Comme intervenante, c'est essoufflant, je trouve qu'on a de plus en plus de responsabilités. Face à la pauvreté, je trouve que notre mandat est très lourd. Je comprend que l'épuisement vienne après sept (7) ou huit (8) ans parce que tu es toujours confrontée avec du monde qui sont dans la grosse misère, c'est lourd! (intervenante de CLSC)

Toutes ne choisissent pas nécessairement de travailler dans un quartier défavorisé. La situation dans l'enseignement est à cet égard révélatrice.

Quand tu viens pour choisir et quand il reste juste des écoles de milieux défavorisés, il faut presque tu ailles là. Tu fais un mois ou deux pis après ça tu tombes malade et là c'est suppléantes par dessus suppléantes (enseignante).

Ça été pendant cinq (5) ans, le personnel se renouvelait de moitié parce que les enseignants ne voulaient pas tous aller dans ces milieux-là. Bon, ça fonctionnait avec des suppléants à contrat et tu avais la moitié du personnel qui se renouvelait d'année en année. Ça aussi, ça te fait recommencer, il est où ton point de départ, il n'y a pas de poursuite dans l'action possible. (enseignante)

Avec l'alourdissement des problématiques, l'augmentation de la clientèle et l'insuffisance et l'absence de certains services, les intervenantes et les enseignantes tentent de trouver des moyens de pallier cette surcharge.

Là maintenant, je ne fais plus d'heures supplémentaires parce que c'était devenu aberrant. J'ai eu à le faire parce que ayant fait trop de

zèle, j'étais en train de devenir moi-même malade, alors, je pense à moi. Il y a un bout à penser aux autres. Il faut que je l'applique dans ma vie à moi. (intervenante d'un groupe de femmes)

Il faut la créer l'entraide. Il faut entretenir cela. (enseignante)

Il faut commencer à se parler et s'entraider entre nous. (intervenante de CLSC)

### *3.2.2 Développement de pratiques silencieuses...*

Que ce soit pour contrer des lenteurs administratives, amoindrir les effets de l'application de certaines politiques ou encore répondre aux besoins immédiats exprimés par les femmes et les enfants, les intervenantes de groupes de femmes, de CLSC et les enseignantes utilisent dans leur travail des pratiques silencieuses. Celles-ci sont de divers types mais elles démontrent toutes le parti-pris des intervenantes et enseignantes pour leur clientèle.

Ainsi, des intervenantes et enseignantes débordent des cadres de leurs fonctions pour répondre à un besoin particulier ou créer un nouveau service.

A l'école sur neuf (9) enfants, il y en a sept (7) qui ont été habillés par le professeur pour l'hiver. Elle est allée à la St-Vincent de Paul. Elle a apporté des bottes et des manteaux d'hiver et même des souliers de surplus, parce que des fois, il y en a qui passe à travers leurs semelles pis ils en ont pas d'autres. (enseignante)

Chez nous, pour avoir une caisse de dépannage, pour avoir des fonds, on a assisté à l'émission Détecteurs de mensonges. Quand on a un groupe de 25 personnes, il nous donne 1,500\$. On est allé deux fois et on a eu 3,000\$. (intervenante de CLSC)

Des pratiques silencieuses peuvent aussi conduire les intervenantes à approuver voire à encourager des actes qui ne sont pas parfaitement conformes à la légalité la plus stricte.

Il y a des façons de s'en sortir de la pauvreté, des fois illégales mais il y a des façons. Il faut être stratégique. (intervenante d'un groupe de femmes)

Comme de contourner le système, je suis bien d'accord qu'il y en a qui travaille en dessous de la table, c'est pas moi qui va les dénoncer (intervenante de CLSC).

Moi, c'est rendu que ceux qui disent qu'ils ont peur de ne pas pouvoir acheter de la bouffe après avoir payer le loyer, je leur dis: attends pour payer ton loyer! J'ai vérifié, le propriétaire ne peux pas la mettre dehors à moins d'une lettre de la Régie. (intervenante de CLSC)

Souvent on leur donne un encouragement à contourner le système et ça il ne faut pas se le cacher (intervenante de CLSC).

### *3.2.3 Charge émotive et sentiment d'impuissance...*

Face à la situation des femmes pauvres qu'elles côtoient tous les jours dans leur travail, les intervenantes et enseignantes vivent une charge émotive qui rend impossible la neutralité.

Pour certaines, c'est la frustration, la colère qui dominant.

Moi, ça me porte à me battre contre ça, à me dire que c'est pas en 1991 avec tout ce qu'il y a autour que tu vas laisser cette femme-là comme ça. Je me sens un peu agressive et hostile face au système mais il faut que tu te contrôles pour rester fixer sur ton objectif d'aider cette femme-là. (intervenante d'un groupe de femmes)

Par rapport à cela, c'est la même chose, tout le monde se sent épuisé, il y en a beaucoup qui se sentent coupables, moi, je me sens frustrée parce qu'on ne donne pas de bouffe, pas d'argent. Je me sens frustrée par rapport à ces limites-là qui sont économiques. (intervenante de CLSC)

La majorité, cependant, semble vivre surtout de l'impuissance.

Qu'est-ce que tu fais quand la femme les a tous fait les organismes, qu'est-ce que tu fais quand elle n'a plus droit à rien. Tu lui dis: "ben, la attends, prends ton mal en patience, attends le mois prochain ton nouveau chèque. Son nouveau chèque, il est déjà pris en bonne partie. (intervenante d'un groupe de femmes)

Face à la femme, à la pauvreté, je me sens impuissante, en colère, je ne sais plus quoi faire. (intervenante d'un groupe de femmes)

Je trouve que c'est l'impuissance mais quand on sent qu'on peut les aider on sait que c'est toujours temporaire. L'impuissance vient de là aussi. (intervenante de CLSC)

**Ce sentiment d'impuissance entraîne pour certaines de l'essoufflement, le sentiment d'être démunie face au problème malgré les efforts faits.**

Essoufflée, impuissante. C'est tellement gros, le tunnel est long et il y a de l'essoufflement. (intervenante d'un groupe de femmes)

Dans le plan d'action, il y a des objectifs d'apprentissage. Là, tu as toujours à travailler avec une double stratégie et c'est évident que les enseignantes sont toujours déprimées parce que les résultats sont jamais très signifiants parce qu'elles performant moins que d'autres écoles, pourtant elles mettent peut-être deux (2) fois plus d'énergie qu'ailleurs. Donc, tu as à remonter le moral des troupes tout le temps et ce n'est pas évident, c'est beaucoup plus difficile pour toutes les intervenantes qui sont dans cette école-là. (enseignante)

**Les intervenantes et les enseignantes ne peuvent rester indifférentes et insensibles à la pauvreté des femmes et des enfants; la plupart vivent difficilement cette situation au plan émotif.**

C'est difficile à prendre personnellement et émotivement. Tu le vois comme un cul de sac et tu dis moi aussi je serais déprimée à sa place. Moi être à sa place, je me dis oui j'aurais peut-être le goût de me suicider. (intervenante d'un groupe de femmes)

C'est difficile, c'est déprimant d'être confrontée tout le temps à la pauvreté, aux femmes qui demandent beaucoup et de plus en plus. On le sait qu'il y a des besoins énormes mais c'est essoufflant. (intervenante d'un groupe de femmes)

Moi je trouve qu'émotivement ça vient me chercher drôlement. (enseignante)

**Pour quelques unes, cela conduit à des problèmes de santé mentale, de burnout.**

Mais il nous arrive des fois où l'on se sent tellement impuissante où on est frustré et c'est pourquoi ça nous affecte tellement, qu'on peut arriver à flancher. (intervenante de C.L.S.C)

Un impact de burnout. La clientèle s'alourdit. C'est dure physiquement et moralement. Un moment donné, les filles disent: je ne suis plus capable, je suis obligée de prendre du repos. (intervenante de CLSC)

On peut se demander pourquoi, dans de telles circonstances, les intervenantes de groupes autonomes de femmes, de CLSC et les enseignantes continuent d'exercer ces professions. Bien sûr, il n'est pas toujours possible de faire autrement, de trouver un nouvel emploi ou un nouveau milieu de travail.

Il y a aussi des gens qui sont là depuis trop longtemps et si il y avait une mobilité plus facile, ils en sortiraient. Même s'ils ont choisi, ça fait trop longtemps qu'ils sont là. (enseignante)

Par ailleurs, certaines intervenantes soulignent qu'elles ne pourront pas faire ce travail pendant encore de nombreuses années.

C'est très intéressant comme travail. Souvent, c'est le fun mais souvent aussi, on en a marre. A long terme, je ne me vois pas rester là. C'est les conditions de travail, tout le temps du quatre (4) ou cinq (5) mois. C'est la situation des centres de femmes. On va rester là quelques années mais on ne passera pas 20 ans là. (intervenante d'un groupe de femmes)

Pourtant, plusieurs intervenantes trouvent des satisfactions dans le travail. Elles croient profondément dans l'intervention, souvent parce qu'elles adhèrent à un projet féministe que l'organisme adopte aussi. Elles apprécient également le contact et les liens qui se créent avec les femmes qui fréquentent leur organisme. Les rapports entre collègues de travail semblent aussi importants dans les aspects positifs du travail qu'elles effectuent.

Ce qui fait que je suis encore dans le communautaire, c'est certainement pas l'argent parce que je n'en ai jamais eu et j'en aurai jamais, mais c'est les gens. Les gens te reconnaissent, les gens

t'aiment, c'est ce que tu vas chercher dans le communautaire. Tu n'as pas cela dans les institutions. (intervenante d'un groupe de femmes)

Il y a pourtant des aspects positifs dans ce travail. On a du fun à travailler ensemble. Ce sont des expériences valables et qui prouvent des choses aussi. (intervenante d'un groupe de femmes)

Ce qui est difficile, c'est de tenir le coup. Bien sûr, il y a des affaires le fun. Quand tu revois la femme six mois ou un an plus tard, et qu'elle a changé, elle est mieux. C'est plus la même fille. (intervenante d'un groupe de femmes)

De même, les enseignantes trouvent des satisfactions au travail dans le contact avec les enfants et dans le souci de leur éducation.

Il y a aussi tout l'aspect gratifiant. On a l'impression même si on ne règle pas le sort du monde d'être confronté à régler plein de problèmes dans une journée. (enseignante)

Pis aussi de pouvoir donner la main à quelqu'un. Je suis donc fière quand les élèves réussissent. Je veux donner le maximum et donner le maximum, c'est souvent reprendre plusieurs fois. Mais c'est des enfants qui sont super attachants parce qu'ils ont besoin de nous. (enseignante)

Certaines intervenantes et enseignantes, enfin, gardent espoir d'un avenir meilleur pour ces femmes et enfants vivant en situation d'extrême pauvreté.

J'ai plus d'espoir de travailler avec des femmes qui sont pauvres que d'essayer de changer les mentalités de certains groupes de la société. (intervenante d'un groupe de femmes)



#### 4. Les solutions: quelles solutions?

Dans cette partie, nous traitons des solutions envisagées par les intervenantes et les enseignantes pour diminuer ou contrer la pauvreté.

Nous pouvons dégager de leurs propos deux pistes possibles. La première concerne l'élaboration de solutions immédiates et ponctuelles à développer à partir de leurs lieux d'intervention. L'autre est davantage l'expression d'un souhait concernant la nécessité d'une stratégie globale pour endiguer les causes de la pauvreté.

##### *4.1 Solutions immédiates et ponctuelles...*

L'ensemble des intervenantes et enseignantes reconnaissent qu'elles peuvent agir sur ce type de solutions. Cependant, elles sont très conscientes de la portée limitée de ce type d'action. Dans bien des cas, il s'agit de parer au plus urgent, d'éteindre les feux.

Elles identifient d'abord la nécessité de créer des projets concrets qui tentent de répondre aux besoins les plus criants. Nous en soulignons quelques-uns parmi les nombreux mentionnés par les enseignantes et les intervenantes:

On s'est dit, il faut trouver des projets plus concrets où les femmes s'impliquent et que ça ait un effet plus immédiat sur leur vie. On a un projet de coop pour les faibles revenus. Trouver des projets où les femmes sont stimulées à participer. (intervenante d'un groupe de femmes)

Ça dépend si l'école a les moyens pour avoir un agent de milieu. En tout cas l'agent de milieu moi je trouve que quand il y a un problème entre une communauté, l'enseignante et la direction, je trouve que ça fait pas des miracles mais c'est extraordinaire. Il fait le lien avec la communauté, il est en demande puis ça règle les problèmes et ça je trouve que c'est une ressource. Souvent ça vaut une travailleuse sociale, un psychologue et ça règle bien des problèmes. Je trouve que l'agent de milieu devrait avoir un rôle important dans une école. (enseignante)

Il faut mettre sur pied un autre chic Resto Pop. (intervenante de CLSC)

Je pense aux cuisines collectives, je me dis il faudrait peut être en faire le soir et les fins de semaine. (intervenante de CLSC)

Plusieurs d'entre elles reconnaissent le besoin d'investir dans la concertation. Selon elles, c'est un moyen pour mieux connaître la réalité et unir leurs efforts pour soulager à court terme les effets quotidiens de la pauvreté.

Nous on s'est dit c'est une priorité tout ce qui touche la pauvreté, donc quand il y a une table de concertation c'est là qu'on va mettre nos énergies. C'est une priorité parce que les besoins étaient plus criants là. On a laissé tomber des relations extérieures comme des participations à des colloques. On s'est plus concentré dans notre localité. (intervenante d'un groupe de femmes)

Je vois une solution dans la concertation ou dans l'action. Je pense que l'on peut y arriver mais pas en tant qu'école seule mais plus en tant que concertation avec tout le quartier, avec d'autres organismes. Si on se planifie quelque chose en terme de concertation dans l'action, on va y arriver mais je pense que l'école toute seule ne fait que poser des plâtres. Quelque part je pense que la solution réside dans la concertation. (enseignante)

Enfin, la majorité des intervenantes soulignent l'importance d'amorcer des actions collectives au niveau local. Elles notent l'importance de regrouper ceux et celles qui vivent la pauvreté afin de contrer l'isolement et la marginalisation.

Il y a toute la question de l'action collective. On a intérêt à travailler dans ce sens-là. Si la pauvreté tend à isoler, à individualiser, à les marginaliser, il faut aller à l'encontre de cela. Sinon, on aura plus d'emprise. Si on accentue pas notre travail dans ce sens-là, on continuera de faire du travail de l'une à l'autre, il faut respecter cela. (intervenante d'un groupe de femmes)

Ce type d'action permet de dénoncer des situations de sensibiliser la population, de rendre visible ce problème.

Mais l'action collective est essentielle. Il faut aussi dénoncer publiquement des situations. (intervenante d'un groupe de femmes)

Au CLSC je sais que c'est comme ça qu'il développe, c'est des conférences de presse. Pis on n'a plus le choix. C'est des députés de notre comté, qu'on amène visiter des endroits et c'est de les plonger dans le contexte. (intervenante de CLSC)

Nous autres, on essaie de s'impliquer dans des projets avec d'autres organismes comme la coalition de la loi 37. On analyse beaucoup mais aussi on essaie de trouver des moyens d'actions. Dans notre quartier, ça peut être faire des kiosques de sensibilisation parce qu'il faut sensibiliser ta communauté sur ce qui se passe, sur leurs droits, la loi, c'est quoi la loi 37. (intervenante d'un groupe de femmes)

#### *4.2 Peut-on en finir avec la pauvreté?..*

L'ensemble des répondantes sont conscientes de l'ampleur et de la complexité du problème de la pauvreté. Elles constatent que s'attaquer aux causes dépassent largement le cadre de leurs interventions et celui de la mission de leurs organismes.

Par rapport aux solutions, on pourrait bien sûr partir sur des grands voeux pieux mais... On est coincé dans le quotidien: l'une n'a pas assez de monde pour répondre aux besoins, l'autre attend sa subvention, moi je dois faire face à un agent qui écoeure une fille. (intervenante d'un groupe de femmes)

Selon elles, nous faisons face à un problème social qui concerne l'ensemble de la société, c'est une responsabilité collective. Pour elles, les seules solutions pour contrer les effets de la pauvreté doivent être globales et collectives.

Je pense qu'une concertation vraiment au niveau de la province et des organismes mais on est tellement occupé. Dans les organismes, on éteint des feux. C'est le temps qui nous manque. (intervenante d'un groupe de femmes)

Il faudrait revenir aux causes des problèmes et des solutions à long terme et arrêter de voir quatre (4) ans par quatre (4) ans. Le gouvernement n'est pas capable de se donner des moyens de

prévention et ils ont toujours des politiques de pompiers.  
(intervenante d'un groupe de femmes)

On s'en sortira jamais, il faudrait une bonne concertation entre les  
différents palliers d'intervention. (intervenante d'un groupe de  
femmes)

Cependant, nous décelons beaucoup de scepticisme chez la plupart des  
intervenantes et des enseignantes, de même qu'une certaine résignation  
devant le manque de volonté politique d'agir et d'aborder de front la  
résolution de ce problème.

Le problème économique, les nouvelles lois et les politiques sociales,  
je trouve que ça brime plus que ça aide les gens et ça crée beaucoup  
plus de pauvreté. Je pense que la pauvreté est en progression par  
exemple la nouvelle loi de la sécurité du revenu, c'est terrible  
comment ça peut brimer les femmes. (intervenante de CLSC)

## Conclusion

Le rapport de cette enquête permet, nous l'espérons, de cerner plus concrètement, quotidiennement pourrait-on dire, l'étendue de la pauvreté des femmes, son impact dans des organismes tels des groupes autonomes de femmes, des CLSC et des écoles de Montréal et de mieux comprendre la réalité souvent difficile d'intervenantes qui sont tous les jours confrontées à des situations de grande détresse pour lesquelles elles ont souvent peu de ressources, peu d'espoir de changer les choses.

La pauvreté telle que décrite par nos interlocutrices est souvent marquée par une vie en marge, une vie où l'essentiel des énergies passe à survivre. Cette pauvreté est souvent proche de la misère, mais elle n'est pas qu'économique. Elle comporte des dimensions de marginalisation et d'isolement social. Les propos des intervenantes et des enseignantes témoignent de situations où dominent la précarité et l'exclusion.

Force est de se demander dans un tel contexte, si ces femmes et leurs enfants ne vivent pas des atteintes à leurs droits fondamentaux. "La Charte reconnaît à toute personne des droits fondamentaux dont la jouissance et l'exercice sont également assurés en toute égalité. Pour n'en nommer que quelques-uns: le droit à la vie, à la sûreté, à l'intégrité de la personne, le droit à la sauvegarde de sa dignité." (Tessier, 1990: 8) Les femmes et les enfants, dont les intervenantes et les enseignantes nous ont parlé, peuvent-elles jouir de ces droits en toute égalité? La question doit être posée...

D'autre part, tant les organismes autonomes de femmes, les CLSC que les écoles vivent, dans le contexte actuel d'appauvrissement des clientèles, des problèmes de débordement. Celui-ci, bien sûr, s'exprime différemment selon les types d'organismes ou d'institutions. Mais l'appauvrissement de la clientèle semble signifier dans tous les cas l'ajout de mandats à ceux qui existent déjà. Les groupes de femmes, les CLSC et les écoles ont tous fait, de l'avis des intervenantes et enseignantes rencontrées, des adaptations aux services offerts. Mais cet

ajout de mandats se fait le plus souvent sans ajout de ressources. En ce sens, il ressort clairement de l'enquête qu'il y a un seuil à ne pas franchir. Ce constat, à notre sens, s'applique tout particulièrement aux groupes autonomes de femmes. On demande, en effet, à ces derniers de multiplier les services offerts dans un contexte où leur survie est toujours incertaine et où les intervenantes vivent des conditions de travail marquées par la précarité d'emploi. Il y a risque ici de dénaturer la mission première de ces organismes.

Travailler constamment auprès de clientes vivant des situations de pauvreté et de précarité semble comporter une forte charge émotive. Dans un tel contexte, la neutralité semble impossible. Toutes les intervenantes et enseignantes que nous avons rencontrées, ont un parti-pris pour les personnes avec qui elles travaillent quotidiennement. Elles vivent un paradoxe: d'une part, de l'impuissance, de l'essoufflement, de la colère parfois mais aussi d'autre part, la volonté de continuer, des satisfactions face à certaines réussites de femmes ou d'enfants, un attachement aussi face aux personnes avec qui elles travaillent. Elles sont animées de valeurs, d'un projet (qu'il soit éducatif ou féministe). Si elles nous sont apparues désabusées parfois devant les solutions possibles, elles ne le sont pas par rapport à leurs pratiques ou aux femmes et enfants avec qui elles interviennent.

Notre enquête est exploratoire: en ce sens, nous ne pouvons généraliser les résultats obtenus. Nous croyons pourtant avoir amorcé un travail qu'il serait fort intéressant de creuser plus à fond afin de mieux connaître le travail d'intervention en contexte de pauvreté et l'impact de cette réalité sur des intervenantes qui y sont quotidiennement confrontées.

Nous avons voulu par cette enquête documenter le phénomène de la pauvreté et ses impacts dans l'intervention mais aussi explorer avec les intervenantes et les enseignantes les solutions à mettre de l'avant et à promouvoir. Les solutions avancées, comme nous l'avons vu, concernent avant tout le court terme, la mise sur pied de services ou d'activités. Ces pistes de solutions sont pourtant difficilement réalisables

compte tenu des problèmes de financement que vivent, bien sûr, les organismes communautaires mais aussi les CLSC et les écoles.

Les intervenantes et les enseignantes sont des témoins privilégiés puisque travaillant quotidiennement avec des femmes et des enfants pauvres mais elles ne sont pas entendues. On leur demande rarement leur avis quand il s'agit d'évaluer par exemple une politique ou encore l'impact d'une action gouvernementale. Elles sont conscientes à la fois de l'ampleur des problèmes mais également de leur impuissance à influencer les décideurs à ce sujet. Nous avons perçu chez elles de la résignation face à cela, du scepticisme face aux gouvernements et aux élites politiques et économiques.

Dans cette partie des rencontres, nous avons perçu chez nos interlocutrices, un certain malaise. Malgré leur connaissance de la problématique, on note chez elles un certain fatalisme, une réaction semblable à celle des femmes avec qui elles travaillent. Elles ont des rêves certes mais peu de croyance dans leur réalisation.

## Bibliographie

Bellerose, C. Cadieux, E. Johnson, E. (1989) *Les familles monoparentales et la santé, ça va!* Québec, Les Publications du Québec. 77p.

Colin, C. Lavoie, J.P. Poulin, C. (1989) *Les personnes défavorisées et la santé, ça va?* Québec, Les Publications du Québec. 119p.

Conseil national du Bien-être social (1990) *La femme et la pauvreté, dix ans plus tard.* Ottawa. 176 p.

Dandurand, R. (1987) *La monoparentalité au Québec: aspects socio-historiques* dans *Revue internationale d'action communautaire*. no 18/58, automne. pp.79-84.

*Santé Société* (1989) vol 11, no 4. Automne. pp.32-33.

Drolet, M. (1990) *L'enseignement en milieu socio-économiquement faible.* Montréal, CECM. 158 p.

Fortin, L. (1992) *Enquête sur la pauvreté et ses conséquences auprès d'intervenantes et d'enseignantes de Montréal.* Rapport de stage de maîtrise. Ecole de Service social. Université de Montréal. Août . 60 p.

Langlois, R. (1990) *S'appauvrir dans un pays riche.* Montréal, CEQ, Editions Saint-Martin. 141 p.

Mayer-Renaud, M. Renaud, J. (1989) *La distribution de la pauvreté et de la richesse dans la région de Montréal en 1989. Une mise à jour.* Montréal, CSSMM. 45 p.

Mossé, E. (1985) *Les riches et les pauvres.* Paris, Editions du Seuil, Points économie. 238 p.



Relais-Femmes (1992) *L'aide sociale au féminin: pauvreté, contrôle et humiliation. Un guide de réflexion féministe, un appel à la solidarité.* Montréal, Relais-Femmes. 117p.

Ross, D., Shillington, R. (1989) *Données de base sur la pauvreté au Canada 1989.* Ottawa, Conseil canadien de développement social. 118 p.

Tessier, H. (1990) *Les textes de la Charte dans Forum Droits et Libertés: La pauvreté: un dossier de droits et libertés?.* Bulletin de la Commission des droits de la personne du Québec. Vol 13, no 3. Novembre-décembre. pp. 7-8.

## Annexe 1

### Grille d'animation des rencontres

#### A. Définition et illustrations de la pauvreté:

1. Définition écrite de la pauvreté
2. Tour de la table pour obtenir des illustrations de la pauvreté
3. Comment pourriez-vous définir la pauvreté?
4. En quoi cela illustre-t-il l'aggravation de la pauvreté?
5. Est-ce lié à des populations plus jeunes, des femmes cheffes de familles, des personnes immigrantes ou réfugiées?
6. Selon vous, quelles sont les "causes" de la pauvreté?

#### B. Impact de la pauvreté pour l'organisme et les intervenantes

1. Au niveau de l'organisme:
  - 1.1 Quel est l'impact de la pauvreté?
  - 1.2 Est-ce que la pauvreté est une réalité nouvelle?
  - 1.3 Est-ce que cela implique des changements dans l'organisme?  
Si oui, lesquels?
  - 1.4 Y a-t-il de nouvelles demandes liées à la question de la pauvreté ou de l'appauvrissement?  
Si oui, est-ce que cela engendre des tensions entre le mandat officiel et la réalité de tous les jours?
  - 1.5 Est-ce que l'organisme s'adapte à ces nouvelles demandes?
  - 1.6 Est-ce que cela questionne les interventions privilégiées par votre organisme?
  - 1.7 Est-ce que votre organisme peut faire face à ces demandes compte tenu de sa situation (restrictions budgétaires, normes à rencontrer, etc.)?
  - 1.8 Pouvez-vous comparer votre façon de répondre à ces demandes, vos possibilités d'adaptation comme organisme, les limites rencontrées par rapport à d'autres organismes (réseau, communautaire, etc.)?
2. Au niveau des intervenantes:
  - 2.1 Concrètement, comment la pauvreté affecte-t-elle votre pratique comme intervenante?
  - 2.2 Est-ce que vous tenez compte de la pauvreté dans votre pratique?
  - 2.3 Est-ce que cela change votre pratique? Si oui, en quoi?
  - 2.4 Comment vous sentez-vous comme intervenante face à un phénomène comme celui de la pauvreté?
  - 2.5 Est-ce que cela développe de l'impuissance ou une transformation de votre rôle?

#### C. Solutions

1. Quelles sont les solutions déjà existantes dans l'organisme?
2. Quelle est votre évaluation de ces solutions?
3. En termes de prospective, quelles seraient les solutions à mettre en oeuvre (au niveau de l'organisme et/ou comme intervenante)?